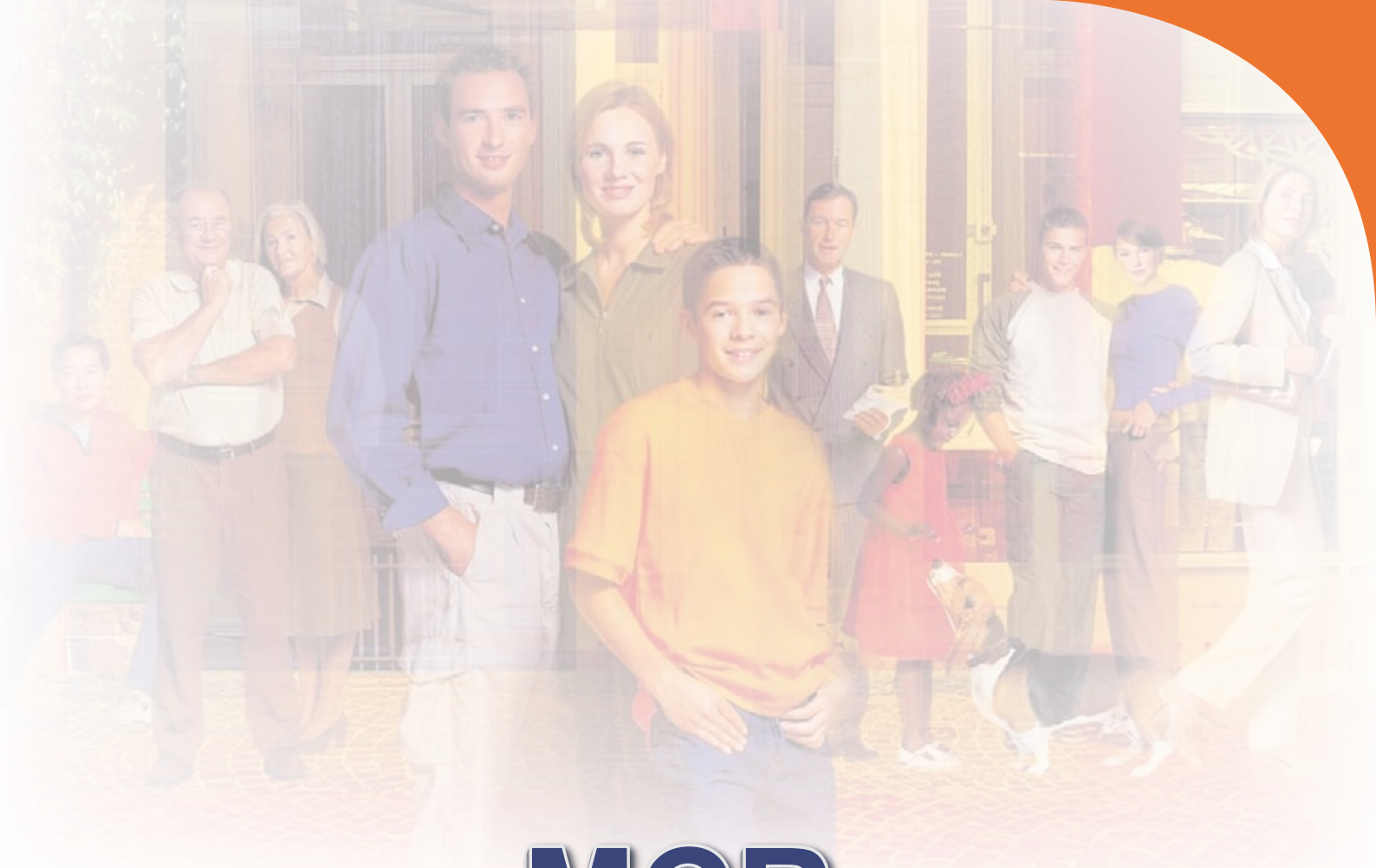




MCR

**Mutuelle Centrale
de Réassurance**

RAPPORT ANNUEL - EXERCICE 2005
2005 ANNUAL REPORT

Sommaire

Rapport du conseil d'administration	p.5
Rapport du Commissaire aux comptes	p.15
Compte de résultats	p.16
Bilan	p.18
Annexe aux comptes 2005	p.20
Résolutions soumises à l'assemblée	p.42



Le Conseil d'administration de la Mutuelle Centrale de Réassurance élu le 21 juin 2006

De gauche à droite : Paul Tassel, Armand Arianer, Wim-Jean de Zeeuw, Diouldé Niane, Nasri Mansour Gilles Dupin, Bernard Bouny, Adrien Viens, Henry Lagache, Jacques Szmargd, Henri Saint-Olive, Jean-Pierre Thiolat, Paul Defourneaux, Bernard Desrousseaux, Abed Yacoubi Soussane, Robert Choplin.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

En date du 21 juin 2006

Présidents honoraires :	Robert Choplin André Jannin Wim-Jean de Zeeuw
Président :	Gilles Dupin, Directeur général de Monceau Assurances
Vice-Présidents :	Jean-Pierre Thiolat (MGA) Bernard Desrousseaux (Ciam) Paul Tassel (Capma & Capmi, Umam, Monceau Assurances)
Secrétaire :	Abed Yacoubi Soussane (MAMDA)
Administrateurs :	Mutuelle d'Assurance de l'Artisanat et des Transports représentée par Armand Arianer Robert Choplin Caisse Tunisienne d'Assurances Mutuelles Agricoles représentée par son Directeur général, M. Mansour Nasri Michel de Guigné (Marf) Henry Lagache ⁽¹⁾ Mudétaf représentée par son Président, M. Bernard Bouny Diouldé Niane (SONAM) Henri Saint-Olive Adrien Viens (PROMUTUEL) Wim-Jean de Zeeuw
Administrateur honoraire :	Paul Defourneaux, Directeur général honoraire

DIRECTION GÉNÉRALE

Jacques Szmargd

(1) Administrateur élu par les salariés

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 21 JUIN 2006

REPORT OF THE BOARD OF DIRECTORS TO THE GENERAL MEETING, JUNE 21TH, 2006

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale, conformément aux statuts, pour vous présenter les opérations effectuées par la Mutuelle de Réassurance au cours de l'exercice écoulé, vous présenter les comptes de résultats et de bilan arrêtés au 31 décembre 2005, et soumettre à votre approbation les différentes résolutions inscrites à l'ordre du jour.

Une année de forte croissance économique

Malgré le relèvement des taux directeurs de la Réserve Fédérale et la progression des prix du pétrole, qui laissaient augurer une décélération de la demande américaine, 2005 aura encore été une année de **forte croissance mondiale**, proche de 4,5 % selon les premières estimations. Toutefois, le maintien d'un niveau de croissance économique élevé s'est accompagné du creusement de grands déséquilibres, qui accentuent la tension sur les marchés financiers.

Comme en 2004, **les premiers facteurs de la croissance mondiale se trouvent aux Etats-Unis**. Malgré la hausse des prix de nombreux produits de base, l'incertitude de la situation en Irak et les incidents climatiques qui ont endeuillé la Nouvelle-Orléans, la consommation des ménages américains est restée soutenue, bénéficiant notamment de l'amélioration continue du marché de l'emploi. En dépit de conditions de financement devenues plus restrictives, la situation patrimoniale des américains s'est encore améliorée, représentant en 2005 près de 6 années de revenu disponible. Le second facteur de croissance a été la poursuite de l'investissement productif, qui découle de l'amélioration des comptes et des résultats des entreprises. L'économie américaine a fait preuve ainsi d'une grande robustesse au cours de l'année écoulée, lui permettant d'absorber la réappréciation du dollar par rapport à l'ensemble des autres monnaies.

C'est en Chine que se situe l'autre grand pôle de la croissance mondiale. Selon les estimations officielles, à manier avec précaution, la croissance chinoise ressortirait à près de 10 % l'an pour la seconde année consécutive. Malgré une dépendance énergétique accrue, les excédents commerciaux chinois n'ont cessé de croître, atteignant plus de 200 milliards de dollars en fin d'année. Bénéficiant d'une vaste réserve de main d'œuvre et d'une monnaie nationale sous-évaluée, la Chine conforte sa position d'acteur-clé dans le concert des nations, devenant le 3^{ème} exportateur mondial, après les Etats-Unis et l'Allemagne, et le second détenteur de bons du Trésor américain après le Japon.

L'année 2005 a été également marquée par une embellie de la situation économique du Japon. Malgré

Ladies, Gentlemen,

This Annual General Meeting has been called in accordance with the by-laws to present our report on the activities of Mutuelle Centrale de Réassurance for the past fiscal year, to submit for your approval the Financial Statements at December 31st, 2005 and also various resolutions on the agenda..

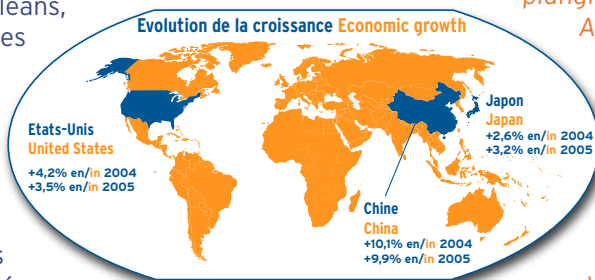
A year of strong economic growth.

In spite of the rise in the U.S. Federal Reserve Funds key lending-rates and the ever- rising cost of oil that should augur for a slowdown in American demand, 2005 was again a year of **strong global economic growth**, close to 4.5% according to preliminary estimates. However, maintaining this high economic growth level created some major trade imbalances that had a pronounced effect on financial markets.

As in 2004, **the primary world growth factors were to be found in the United States**. Notwithstanding the rise in cost for many primary commodities, the ongoing uncertainty over Iraq and the dramatic climatic events plunging New Orleans into mourning, American household consumption remained constant thanks mainly to sustained improvement in the labour market. Despite increasingly restrictive terms for debt financing the net personal asset base for the average American improved yet again, standing at 6 years of disposable income in 2005. The secondary growth factor was the continued pursuit of productive investments due to improved financial statements and company net results. Thus the US economy has demonstrated robustness during the past year allowing it to absorb the renewed rise in the dollar vis-à-vis other currencies.

China is the other major economic region contributing to global economic growth. According to official estimates, to be taken cautiously, the annual Chinese growth rate emerges at almost 10% for a second year in a row. Despite an ever-increasing dependence on energy, Chinese foreign trade surpluses continue to rise, reaching over \$200 billion by year-end. Benefiting from vast labour force reserves plus an undervalued currency, China reinforces its role as a major player on the international stage, having become the third largest exporting country in the world after the United States and Germany, and also the second most important holder of U.S. Treasury bonds after Japan.

The year 2005 also witnessed an upturn in the Japanese economic situation. Notwithstanding an



une situation toujours tendue du côté des finances publiques, l'économie japonaise a connu une croissance bien supérieure à son rythme tendanciel, bénéficiant d'une reprise de la consommation et de l'investissement, ainsi que de taux de change compétitifs. Après la longue période d'ajustement consécutive à l'éclatement de la bulle immobilière des années 1990, le pays semble engagé dans une dynamique de croissance nouvelle, que traduit notamment le vote massif de la population en faveur de la poursuite des réformes initiées par le Premier Ministre.

Dans cet environnement, la **zone euro**, avec un rythme de croissance de l'ordre de 1,5 % en moyenne, **reste toujours à la traîne**, malgré le rebond des enquêtes d'opinion au cours de l'année et le maintien de conditions favorables : inflation faible, taux d'intérêts réels négatifs, baisse de l'euro contre le dollar. Toutefois, ce tableau comporte de nombreuses disparités. L'Allemagne a confirmé son redressement notamment grâce à la vigueur de ses exportations. Et si la consommation privée demeure fragile, l'arrivée de la grande coalition au pouvoir conforte le processus de réformes engagées pour accroître la compétitivité de l'économie. La France a connu une nouvelle dégradation de sa balance commerciale. Le principal facteur de croissance demeure la consommation des ménages, qui ont profité de l'assouplissement des conditions de crédit et de l'effet richesse induit par la poursuite de la hausse des prix de l'immobilier. Dans ces conditions, la croissance française est estimée à 1,6 % pour 2005, du fait de la progression du secteur des services et, plus encore, de la construction.

La poursuite de la croissance n'a pas résorbé les nombreux déséquilibres de l'économie mondiale, loin s'en faut.

Le premier facteur d'incertitude est le degré de résistance de la consommation américaine. Malgré le redressement significatif des taux d'intérêt à court terme, les ménages américains ont continué de dépenser à crédit, en s'appuyant sur la hausse des prix de l'immobilier et des portefeuilles d'actions. Dans un pays où le taux d'endettement dépasse 120% du revenu disponible, un retournement brutal du marché immobilier ou des cours de bourse provoquerait une crise de la dette et une nouvelle orientation des comportements de consommation : une baisse de la consommation, associée à une hausse des prix des produits de base et à une baisse du secteur immobilier, pourrait affecter profondément la dynamique de l'économie Américaine. Il conviendra, en 2006, d'être particulièrement attentif à l'évolution de ces paramètres.

Paradoxalement, l'autre écueil de la croissance mondiale est la Chine. Si la Chine a porté la croissance au cours des dernières années, le pays fait peser de nombreux risques sur la pérennité de l'expansion mondiale. La Chine demeure en effet, à bien des égards, une immense boîte noire. De nombreuses incertitudes demeurent sur la santé financière des banques chinoises et la situation patrimoniale réelle des entreprises. En outre, cette marche en avant accélérée de la Chine masque mal les grands déséquilibres internes sur le plan social (creusement des inégalités sociales et géographiques, inadaptation des systèmes de santé

ongoing tense situation in respect of public funds, the Japanese economy experienced a growth far better than past usual trends, enjoying the benefits of an upsurge in consumer buying, new investments and more competitive currency exchange rates. Following the prolonged period of adjustment subsequent to the bursting of the real-estate bubble in the 1990's, the country appears to be embarking on a dynamic path of renewed growth, heartily endorsed by a massive popular vote in favour of continuing the reforms initiated by their Prime Minister.

In this financial climate the **euro zone**, with an average growth rate of 1.5%, **continues to lag behind** in spite of improving opinion polls throughout the year and a continuing favourable environment: low inflation, negative interest rates in real terms plus a weakening euro versus the dollar. Nevertheless, this picture covers many disparities. Germany has a confirmed turnaround thanks to the strength of its exports. And whilst consumption from the private sector remains precarious the arrival of a large political coalition on the scene reinforces the process of reforms undertaken to increase economic competitiveness. France has experienced yet a further worsening in its balance of trade. The main growth factor is still household consumption due to a softening in credit conditions and to a creation of wealth by rising real-estate values. In these terms, French growth is estimated at 1.6% for 2005 due to the development of the services sector and even more so of the construction business.

Pursuit of growth has not resolved to any extent the numerous global economic uncertainties.

The foremost factor giving rise to uncertainty is the level of stamina of the US consumer. Despite a significant upturn in short-term interest rates American households continue to buy on credit, relying on rising real-estate values and investments. In a country where the overall level of household debt exceeds 120% of disposable income a sudden downturn in the real-estate or stock markets would create a debt crisis seriously impacting consumer-spending habits. Reduced spending coupled with a rise in the cost of primary consumer goods and lower real-estate values could have a profound effect on the dynamics of the American economy. Therefore, in 2006, the development of these parameters must be watched most carefully.

Paradoxically, the other danger to global growth is China itself. Although China has been responsible for much of the growth over the past few years, this country presents now high-risk factors in the ongoing pursuit of global expansion. China remains, in many respects, an immense black box. Many uncertainties prevail over the financial health of Chinese banks and the real asset value of companies. Moreover, China's accelerated move forward fails to mask many of the major internal social problems (widening social and geographical inequalities, failure to adjust the health and social security systems) and also at the economical

et de prévoyance) comme sur le plan économique (progression des créances douteuses, corruption, endettement des collectivités locales). Cependant, c'est par ses effets sur les marchés de taux d'intérêt que la Chine constitue à moyen terme un réel facteur de risque : s'il facilite le financement du déficit public américain, le placement des excédents commerciaux chinois en bons du Trésor américains, justifié par le souci de maintenir un taux de change favorable à la monnaie chinoise, contribue à maintenir les taux d'intérêt à un niveau bas et accentue les risques d'ajustement brutal.

Des marchés financiers dynamiques

Dans cet environnement économique porteur, même s'il n'est pas sans risque, **l'année 2005 s'est avérée particulièrement favorable pour les placements financiers.**

Malgré la hausse des cours des matières premières, qui a ravivé les craintes d'une inflation importée, analogue à celle des précédents chocs pétroliers, l'inflation est restée sous contrôle. L'impact déflationniste de la concurrence des pays émergents, la disparition des mécanismes d'indexation des salaires sur les prix et la diminution de la part des produits pétroliers dans la valeur ajoutée ont permis de contenir la hausse des prix de détail.

En revanche, les prix de l'immobilier ont poursuivi leur ascension sur la plupart des marchés, notamment aux Etats-Unis, en France et en Espagne. Nourrie par le recours à l'endettement, qu'autorise la baisse des taux et l'allongement de la durée des prêts, la bonne santé du marché de l'immobilier ne laisse pas de susciter de nombreuses inquiétudes.

Sur les marchés de taux d'intérêt, l'année 2005 a été marquée par le **relèvement graduel des taux directeurs** aussi bien aux Etats-Unis (+2%), qu'en zone euro, où la Banque Centrale Européenne a surpris en portant son taux directeur à 2,25% en fin d'année. Toutefois, paradoxalement, ce durcissement de la politique monétaire n'a eu que peu d'effet sur le marché des obligations d'Etat, qui impacte directement le rendement futur des contrats en euro : en dépit de la hausse des taux à court terme, **les taux des emprunts d'Etat sont en effet restés à des niveaux historiquement bas**, déjouant la plupart des pronostics. La fragilité de la croissance en zone euro, l'abondance de l'épargne disponible, la persistance d'une aversion pour le risque, qui pousse les épargnants et les investisseurs vers les obligations d'Etat, les contraintes de passifs à gérer par les Institutionnels expliquent en grande partie ce phénomène.

Enfin, l'année 2005 a confirmé la reprise des bourses mondiales, qui ont affiché de bonnes performances. Portés par l'amélioration de la conjoncture, le maintien de politiques monétaires accommodantes et le retour d'opérations financières d'envergure, **les marchés d'actions sont restés favorablement orientés**, malgré un environnement international troublé. Le CAC 40, indice des principales valeurs françaises a ainsi progressé de 22%, dans le sillage de la plupart des bourses européennes.

level (increasing bad debts, corruption, indebtedness by local administrations). However, it is precisely the impact of these factors on the interest rate markets that poses a real risk in the medium-term. Effectively, if China eases the American public debt by utilizing its commercial surpluses by buying US Treasury bonds in order to maintain a favourable exchange rate for the Chinese currency, it contributes to keeping interest rates at a low level thus threatening an even more pronounced market realignment later on.

Dynamic financial markets

*In this favourable economic climate that is not without risk, **2005 turned out to be a particularly auspicious year for financial investments.***

In spite of the increased cost of raw materials, renewing fears of external inflation as during previous oil crises, inflation remained under control. The deflationist impact of competition from emerging countries and the disappearance of wage-indexation mechanisms based on the cost of living plus the reduced impact of the cost of oil products in added-value, allowed the rise in retail prices to be contained.

On the other hand, real-estate prices continued to increase on most markets, notably in the U.S., France and Spain. The perceived financial health of the real-estate market, created primarily by an increase in indebtedness due to lower interest rates and more extensive loan periods, is giving serious qualms to financial markets.

On the interest markets **key lending-rates rose gradually** but surely in 2005 both in the U.S. (+ 2%) and in the euro zone where the European Central Bank surprised markets by increasing its key rate to 2.25% at year-end. Paradoxically however, this hardening in monetary policy had little effect on Treasuries that impact directly on the future yield of contracts in euros. A rise in short-term rates notwithstanding, **the borrowing rates for government loans have remained at historically low levels**, outwitting most of the forecasts. The frailty of economic growth in the euro zone, the abundance of available savings, a continuing aversion to risk, pushing savers and investors toward Treasury bonds plus the constraints placed on financial institutions regarding the management of their liabilities, all of the foregoing helps to explain this phenomenon for the most part.

Lastly, the year 2005 confirmed resumption in intense activity for stock markets worldwide, all of them showing considerable gains. With this improved situation, the ongoing preservation of accommodating monetary policies and a return to high level of financial transactions, stock markets remained on a rising trend despite the disquieting international scene. Thus the French CAC 40 index of the principal French stock market values rose by 22% more or less in line with the other European stock markets.

Le secteur de la réassurance : une accélération des évolutions

Après un exercice 2004 qualifié d'historique par les marchés, personne n'avait anticipé l'ampleur de la saison cyclonique de 2005. Celle-ci a enregistré 23 événements affectant la zone atlantique contre 15 en 2004 et 10 en moyenne pour la période 1994-1996. A lui seul, l'ouragan Katrina a causé des dommages assurés d'un montant de 50 milliards de dollars, soit plus du double de l'événement le plus grave enregistré auparavant (le sinistre « twin towers » d'un coût total de 20 milliards de dollars).

Le marché de la réassurance a, logiquement, assumé une part importante de ces coûts catastrophiques - de l'ordre de 50% selon les estimations actuelles. En conséquence, les ratios combinés des grands réassureurs en 2005 dépassent souvent les 110% malgré les hausses tarifaires légitimement pratiquées pour cet exercice.

Les agences de notation ont tenu compte de ce contexte ; d'une part, elles ont révisé à la baisse la notation de la plupart des acteurs du marché ; d'autre part, elles ont révisé leurs modèles en accordant une importance accrue aux événements catastrophiques à occurrence considérée jusqu'alors comme négligeable.

Malgré cette conjoncture climatique très défavorable, les marchés financiers ne se sont pas détournés des investissements dans le secteur de la réassurance. Dès les premiers mois de 2006, les réassureurs affectés par les pertes consécutives à Katrina et autres ouragans avaient globalement obtenu de leurs actionnaires un comblement des pertes subies pour un montant global de US\$ 10.153m. Par ailleurs, de nouvelles compagnies ont été créées avec un apport de capitaux d'environ US\$ 9.000m.

Les catastrophes enregistrées en 2005 ne se sont donc pas traduites par une diminution de l'offre de réassurance. La place bermudienne accroît son importance relative et semble constituer aujourd'hui une alternative crédible et pérenne aux marchés traditionnels continentaux.

Les événements de 2004 et 2005 ont conduit les réassureurs à repenser leur politique et leur stratégie.

En premier lieu, les résultats de 2005 ont mécaniquement pesé sur les tarifs des renouvellements de 2006. Il en résulte une tendance des cédantes à accroître leur conservation de risques afin de diminuer les coûts de leur protection ; cette tendance se constate à la fois pour les traités proportionnels ainsi que pour les couvertures en excédent. La contrepartie, pour les réassureurs, résulte en une augmentation de la volatilité des résultats potentiels.

Les réassureurs sont amenés à approfondir leur connaissance des cumuls de risques. Ce souci est répercuté

The Reinsurance Sector: Rapidly evolving developments

Following 2004 already described as a historical catastrophic year by insurance markets, no one had anticipated the magnitude of the hurricane season of 2005. In all there were 23 major events in the Atlantic zone versus 15 in 2004 and only 10 on average over the 1994-96 period. Hurricane Katrina alone resulted in insurance losses of \$50 billion, namely more than twice the previously largest insurance loss ever recorded (the New York World Trade Center - Twin Towers - that cost over \$20 billion).

Naturally, the reinsurance market assumed a significant share of these catastrophic costs, roughly 50% according to current estimates. Consequently, the combined ratios for the major reinsurers exceeded 110% for the most part in 2005, some well justified rate increases for the year notwithstanding.

It was in this context that the rating agencies lowered their ratings for many of the market players on the one hand, while on the other, revised their models to give added importance to catastrophic

events, the occurrence of which had been previously underestimated.

In spite of this clearly unfavourable climatic situation financial markets did not turn away from investing in the reinsurance sector. Early in 2006 those reinsurers seriously impacted by losses stemming from Katrina, and other hurricanes, had obtained overall \$10 billion from their shareholders, enough to offset the losses incurred. Furthermore, new companies arriving on the scene contributed roughly \$9 billion in new capital.

The catastrophes occurring in 2005 did little to reduce reinsurance capacity. Bermuda continues to enhance its importance in the market place and has apparently established its credentials as a viable long-

term alternative to the traditional mainland markets.

The events of 2004 and 2005 resulted in reinsurers rethinking their philosophy and strategies.

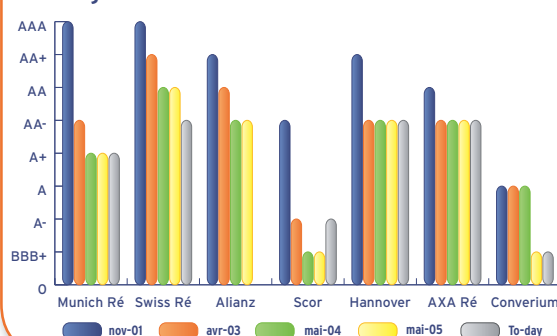
Firstly, the 2005 results could not fail to influence the 2006 renewal rates. The outcome, therefore, created a natural tendency for ceding companies to increase their net retentions so as to reduce the overall cost of their excess of loss protections. Conversely, this has produced an increased volatility of potential results for reinsurers.

Reinsurers are obliged to better assess their aggregates. This concern is passed on to ceding companies which will

Les catastrophes naturelles en 2005 Natural Disasters in 2005

Événement	Coûts estimés (en M€) Estimated cost (in €M)	
	Economiques Economic	Assurés Insured
Tempête Erwin / G�drun (Europe du Nord)	3.600	1.750
Orages de grêle (Etats-Unis)	800	500
Ouragan Dennis (Caraïbes, Etats-Unis)	2.100	800
Pluies de mousson (Inde)	3.000	600
Inondations (Suisse)	2.400	1.450
Ouragan Katrina (Etats-Unis)	100.000	36.000
Typhon Nabi (Corée du Sud, Japon)	400	400
Ouragan Rita (Etats-Unis)	12.000	8.200
Ouragan Wilma (Caraïbes, Mexique)	144.100	8.000
	138.700	57.700

Dégradation des notations : le secteur touché



sur les cédantes qui seront de plus en plus amenées, pour continuer à bénéficier de conditions acceptables, à contrôler leurs expositions géographiques et à agir en conséquence sur leur politique de souscription.

Enfin, les réassureurs - comme d'ailleurs les grands courtiers - cherchent à pallier l'irrégularité de leurs résultats techniques par un renouvellement de l'offre commerciale allant dans le sens d'une diversification des services proposés. Aux produits traditionnels comme la cotation des affaires aggravées s'ajoute la fourniture d'outils de calcul des cumuls, de modélisation des produits nouveaux ou d'analyse de la solvabilité.

Portefeuille conventionnel : le fruit d'une politique

La Mutuelle continue à recueillir en 2005 les dividendes des orientations prudentes suivies depuis plusieurs années en matière de souscription. Elle n'a en particulier pas été affectée par les événements catastrophiques qui ont frappé l'Amérique du Nord et à moindre échelle le Pacifique. Cette politique se développe en privilégiant quatre orientations :

- Au plan géographique, la quasi-totalité de l'activité est concentrée sur les marchés européens. La ventilation du chiffre d'affaires entre les principaux secteurs varie peu, et les écarts les plus significatifs montrent une progression de l'Europe du Sud contrebalancée par une réduction de la France.
- La part d'affaires à déroulement court est élevée par rapport à ce qui se rencontre chez la plupart des réassureurs. Les affaires incendie représentent près de 50% du total contre moins de 20% pour l'automobile et moins de 10% pour la RC générale.
- Les cédantes que recherche la MCR sont des entreprises moyennes désireuses de nouer avec leur réassureur des relations de coopération durable. L'accent est mis davantage sur les risques dommages que sur la branche responsabilité civile, dont les résultats mesurables à long terme sont plus difficiles à maîtriser.
- Avant même les préoccupations liées aux événements des deux dernières années, la MCR a attaché une grande importance à la maîtrise des engagements par traités et des cumuls dans les différentes zones géographiques.

Cette politique prudente lui permet de trouver sans trop de difficultés et à un prix encore raisonnable des protections en rétrocession pour l'ensemble de ses activités.

Contrairement à la plupart des réassureurs professionnels, la MCR souscrit essentiellement des traités proportionnels. Néanmoins, la part de ces derniers dans le chiffre d'affaires total tend à diminuer (79,7% en 2005 contre 82,7% en 2004 et 96,1% en 2000), tant en raison d'une tendance générale du marché que par une politique délibérée de rééquilibrage de l'activité.

be obliged, more and more, to control their geographical exposures and review their underwriting policies in order to preserve favourable reinsurance terms and conditions.

Lastly, both reinsurers and the major brokerage houses seek ways to mitigate fluctuating technical results by offering a range of new, diversified services. Thus, in addition to traditional products such as quotations on impaired portfolios, clients are presented with tools to assess risk accumulations, to model new products or implement solvency analyses.

Conventional reinsurance portfolio : the fruits of a well-defined policy

The Mutual continued to reap in 2005 the benefits of prudent underwriting decisions made over the years. In particular, the Company was not affected by the catastrophic events hitting North America and, to a lesser extent, those in the Pacific region. This underwriting policy grew out of four basic directives :

- As to geographic scope, nearly all the activity is centred on European markets. The breakdown of premium income between the different zones varies little and the most significant differences show an increase in Southern Europe offset by a decrease in France.
- Short-tail treaties represent a large share of the portfolio, unlike other reinsurance companies. Property business accounts for 50% of the entire book, with Motor business being less than 20% and General Third Party Liability, less than 10%.
- MCR seeks ceding companies that are medium-sized firms desirous of transacting business with their reinsurers on a long-term basis. Emphasis is placed more on Property risks than on Third Party Liability where the long-range results are much more difficult to control.
- Well before the preoccupations related to the events occurring in 2004 and 2005, MCR attached great importance on controlling its total exposures by treaty plus its aggregates in any one geographic zone.

This cautious approach has allowed the Company to purchase retrocession covers for its entire portfolio relatively easily and still at a reasonable cost.

Unlike most professional reinsurers, MCR writes mainly proportional treaties. Nevertheless, these treaties tend to represent a decreasing share of the overall book (79.7% in 2005 against 82.7% in 2004 and 96.1% in 2000) due partly to the general market tendency but also to a deliberate policy of obtaining a better balance of its activity.



Le marché français de l'assurance a connu en 2005 une croissance modérée à la suite des baisses tarifaires pratiquées en branche automobile et des résultats, non encore connus définitivement, mais qui seront globalement bénéficiaires. Néanmoins, des inquiétudes fondées subsistent quant au coût des sinistres corporels graves et l'organisation professionnelle s'efforce de bâtir, avec les pouvoirs publics, un dispositif permettant de stabiliser le niveau d'indemnisation.



Pour la MCR, l'exercice se traduit par une réduction sensible du chiffre d'affaires qui diminue de 15% pour atteindre 29,4 M€. Cette évolution est due essentiellement à la disparition du marché d'un traité proportionnel placé par une institution de prévoyance et à la réduction volontaire des engagements de la mutuelle sur un traité d'assurance décennale qui déséquilibrait le portefeuille, compensées en partie par l'entrée dans le portefeuille de 9 nouvelles cédantes et par des augmentations tarifaires initiées par les grands apériteurs du marché. Les prévisions d'activités pour 2006 nous permettent d'escompter une légère croissance, de l'ordre de 3%, du chiffre d'affaires sur cette zone.

Le ratio combiné des traités proportionnels de l'exercice de souscription 2005, hors assurance décennale, s'établit à 103,1%. Le déroulé des exercices antérieurs a été affecté par la significative révision à la hausse des évaluations de dossiers transmises par une mutuelle cédante, spécialisée en RC Médicale. Un litige ancien demeure avec ce confrère, né lorsque notre entreprise, faute d'une visibilité suffisante, a refusé les comptes de réassurance de 2001. Lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes de 2002, cette mutuelle, appartenant alors au collège des Mutuelles Réassurées, avait, à la surprise générale, refusé d'approuver les comptes de notre mutuelle. Les parties ont initié en mars 2006 une procédure d'arbitrage visant à régler leur différend. La demande de la cédante, non compris le million d'euros réclamé au titre de dommages et intérêts, porte sur l'ajustement du compte gagé constitué en garantie par notre société pour un montant de 7,2 M€, et se trouvera de ce chef, dans l'hypothèse peu probable ou le collège arbitral lui donnerait raison, sans conséquence sur l'actif net de la société.

Le marché espagnol a généré un chiffre d'affaires à peu près équivalent à celui du marché français. L'exercice de souscription 2005 enregistre une croissance des encaissements, résultant de la bonne santé persistante de l'économie espagnole et de la consolidation des relations existantes avec plusieurs cédantes. Une similaire est attendue pour 2006. Le ratio combiné sur la base des comptes cédantes pour l'ensemble du portefeuille espagnol atteint 96,7 %.



Le développement des opérations se poursuit sur **le marché portugais**, où la MCR a réalisé en 2005 un chiffre d'affaires de 6,9 M€ (+23 % par rapport à 2004) malgré la limitation qu'impose le risque de tremblement de terre. L'objectif pour 2006 consiste à consolider les positions détenues actuellement dans un contexte de restructuration du marché. Les résultats techniques demeurent très favorables avec un ratio combiné sur la base des comptes cédantes pour l'ensemble du portefeuille portugais de 73,6 %.

The French insurance market enjoyed a modest growth for 2005 thanks to lower rates for Motor lines and also generally profitable results, the precise details of which are yet to be published. Nevertheless, there is well-founded concern over the cost of serious bodily injury claims and the professional bodies, together with the authorities, endeavour to create mechanisms capable of stabilizing the levels of indemnities awarded.

As far as MCR is concerned, the year saw a 15% decrease in our premium income that reached €29.4 million. This reduction is due essentially to the disappearance from the market of a proportional treaty being ceded by a provident society plus a voluntary decision to reduce our involvement in a treaty covering Decennial Insurance that unbalanced the overall book. This reduction was compensated to a certain extent by the arrival of nine new ceding companies to our portfolio plus the rate increases instigated by the leading reinsurers. Current estimates for 2006 allow us to expect a slight increase in premium income of 3% in this area.

The combined ratio for proportional treaty business for the 2005-underwriting year, excluding Decennial Liability contracts, stands at 103.1%. The run-off from prior years has been impacted significantly by increases in the claims reserves by a mutual ceding company specializing in Medical Malpractice. A long-standing disagreement lingers on with this fellow member stemming from the moment our Company rejected their reinsurance accounts for 2001 due to a lack of clarity. During the AGM ruling on the statements for the fiscal year 2002, this mutual (then a representative delegate of the Reinsured Mutuals) refused to approve our statement of accounts, much to general surprise. In March 2006 the parties concerned initiated arbitration proceedings to settle their differences. The ceding company's demand, not including the millions of euros sought for damages, covers the adjustment in the account pledged and placed in trust by our Company to the tune of €7.2 million. Thus, even in the unlikely event the arbitration tribunal decides in their favour, the net effect on our assets would be minimal.

The Spanish market generated, more or less, as much premium income as its French counterpart. The 2005 underwriting year showed a premium growth thanks to the continuing healthy state of the Spanish economy coupled with consolidated relationships with many of our ceding companies. A similar situation is expected for 2006. The combined ratio resulting from the accounts received for the Spanish portfolio was 96.7%.

Expansion continues on the **Portuguese market** where MCR wrote a premium volume of €6.9 million (+ 23% over 2004) in spite of the restrictions imposed by earthquake exposure. The objective for 2006 is to consolidate our current position while the market is being restructured. Technical results continue to be most favourable with a combined ratio for the entire Portuguese portfolio of 73.6%, based on accounts received.

Le marché italien reste caractérisé par d'importants mouvements de concentration, phénomène qui tend à fragiliser les positions acquises d'une part, un recul de la réassurance proportionnelle au bénéfice des couvertures en excédent d'autre part. Dans ces conditions, la MCR a enregistré une réduction d'environ 3% de son chiffre d'affaires qui a atteint 12,4 M€ en 2005. La disparition de deux importants traités en quote part concernant la branche automobile a été partiellement compensée par la souscription de plusieurs traités XS avec des primes par tranche souvent faibles. Les résultats techniques sont satisfaisants avec un ratio combiné sur la base des comptes cédantes pour l'ensemble du portefeuille italien de 75,4 %. Les renouvellements conclus pour 2006 permettent d'envisager une consolidation du chiffre d'affaires.



Le portefeuille réalisé dans **les pays germanophones** (Allemagne, Autriche et Suisse) représente un chiffre d'affaires de 11,7 M€, montant proche de celui de 2004. Le développement y apparaît difficile en raison de la concurrence des grands réassureurs. Les encaissements de 2006 devraient être du même ordre que ceux de 2005. Le ratio combiné d'ouverture des traités proportionnels de l'exercice de souscription 2005 apparaît élevé (114 %) mais les chiffres définitifs, comme il est d'usage en Allemagne, se situeront à un niveau beaucoup plus faible.



Dans les autres pays européens, notre présence demeure modeste ; la MCR continue à progresser **en Belgique et aux Pays-Bas**, le chiffre d'affaires total réalisé **au Benelux** s'établissant à 6,5 M€ avec des perspectives de croissance d'environ 8 % pour 2006. Le marché s'interroge sur les conditions d'entrée en application de la nouvelle loi sur les catastrophes naturelles. Les résultats techniques sont nettement bénéficiaires avec un ratio combiné sur la base des comptes cédantes pour l'ensemble du portefeuille Benelux de 49 %.



Dans le reste de l'Europe, la MCR progresse **en Europe Centrale**, grâce à l'ouverture de relations nouvelles compte tenu des perspectives favorables offertes par ces marchés.

Enfin, nous demeurons peu actifs sur les marchés **d'Europe du Nord** en 2005 mais une progression significative est attendue en 2006, avec deux nouvelles cédantes, l'une au Royaume-Uni, l'autre en Irlande, pour un aliment estimé d'environ 4 M€.

Les activités concernant le reste du monde représentent moins de 10% du portefeuille conventionnel. Notre activité asiatique demeure concentrée à **la Corée du Sud**, et très accessoirement le Japon, avec un chiffre d'affaires d'environ 0,5 M€.

Au total, le portefeuille de traités relevant du secteur conventionnel a généré en 2005 un montant de primes acquises de 107,3 M€, en diminution de 6,1% par rapport à 2004. Le résultat technique est négativement influencé par les malis d'estimation sur les traités de RC Médicale évoqués ci-dessus, se traduisant dans nos comptes par une perte de 8 M€. Malgré cette perte, qui n'est à ce stade pas matérialisée, le résultat technique du secteur conventionnel est bénéficiaire à hauteur de 1,57 M€ contre 4,35 M€ en 2004.

The Italian market continues to be distinguished by the significant merging of various insurance companies, a trend that tends to create new stronger groups and so lessen the need for proportional reinsurance in favour of excess of loss covers. In these circumstances, MCR suffered a 3% drop in premium income totalling €12.4 million in 2005. The disappearance of two large Motor quota-share treaties was offset partially by writing many excess of loss treaties but quite frequently with low rates per layer. The technical results, nevertheless, are satisfactory since the combined ratio for the Italian portfolio stood at 75.4%. The 2006 renewals augur a consolidation of this book.

Our portfolio for the **Germanic speaking countries** (Germany, Austria, Switzerland) accounts for €11.7 million in premium income, close to the amount of 2004. Further expansion appears limited due to the competition from the major reinsurers. Thus our income for 2006 should equate that of 2005. The combined ratio for our proportional book in 2005 appeared high at the outset (114%) however, as is customary with German business, the final results should prove much better after run-off.

For other European countries our presence remains modest. MCR continues to grow in **Belgium and the Netherlands**, the overall premium volume for the entire Benelux standing at €6.5 million, with growth perspectives of roughly 8% for 2006. The market ponders the impact of the recently enacted law covering natural disasters. The technical results for the Benelux portfolio show a combined ratio of 49%, based on the accounts received.

For the remainder of Europe the MCR continues to expand in **Central Europe** thanks to new relationships having been established with markets that look promising.

Lastly, in **Northern European** markets our activity remained low key in 2005 however significant growth is anticipated due to the initiating of a relationship with two new ceding companies in 2006, one in the UK and the other in Ireland, with an estimated premium income of €4 million, approximately.

As far as the rest of the world is concerned, this book of business accounts for less than 10% of the conventional portfolio. The bulk of our Far-Eastern scope of activity is concentrated on **South Korea**, and marginally Japan, with a premium volume of about €0.5 million overall.

In total, the conventional treaty portfolio generated an earned premium income of €107.3 million, a reduction of 6.1% over 2004. The technical results were impacted negatively by worsening outstanding loss reserves of the Medical Malpractice book referred above, for an estimated loss of €8 million. This additional loss reserve notwithstanding, the overall technical results for the conventional sector of our book are profitable, standing at €1.57 million versus €4.35 million in 2004.

Les entreprises Associées : un exercice exceptionnel

Les exercices 2003 et 2004 avaient été marqués par la simplification de l'organigramme juridique du groupe Monceau Assurances avec le transfert à Monceau Générale Assurances, filiale à 100 % de la MCR, des portefeuilles de la Caisse Interprofessionnelle Mutuelle d'Assurance (Cima) et de la Caisse Interprofessionnelle de la Région Lyonnaise (Ciarl).

En 2005, aucun élément exceptionnel n'est venu influencer le courant d'affaires entre la Mutuelle Centrale de Réassurance d'une part, les mutuelles associées et les filiales Monceau Générale Assurances et Monceau Retraite & Épargne, -qui l'une et l'autre ont mis à profit la modification des statuts adoptée en juin 2005 pour solliciter, et obtenir, le statut d'associé de la MCR- d'autre part. Le montant des cotisations acquises relatives à ces activités a progressé de 5%, passant de 118,1 M€ à 123,7 M€. En raison d'une sinistralité favorable et d'une bonne maîtrise des risques souscrits, les traités en provenance des Associés a produit un résultat technique remarquable, excédentaire de 15,8 M€ alors que l'exercice 2004 était à l'équilibre.

Toutes les **mutuelles associées** en France, les Mutuelles Agricoles du Maroc, de Tunisie et du Sénégal, tout comme le mouvement Promutuel au Québec, contribuent à ces excellents résultats. Tous approfondissent chaque année la qualité de leurs relations avec notre entreprise et le groupe auquel elle appartient.

Avec la **Mutuelle des Débitants de Tabac**, qui elle aussi a connu un remarquable exercice 2005, d'importantes actions de **coopération technique** ont été menées en 2005 ; elles concernent notamment l'accompagnement à la nécessaire diversification d'activités des buralistes avec l'étude de nouveaux contrats et le soutien dans la gestion des sinistres.

Dans sa relation avec notre société, la **Mutuelle d'Assurance de l'Artisanat du Transport** -qui elle aussi affiche des comptes largement excédentaires- a pu trouver des flux d'affaires nouvelles, en provenance d'un agent opérant jusque là avec la Ciam sur les risques conventionnels des sapeurs pompiers.

Sans que soit remis en cause le protocole signé en décembre 2002, enrichi par l'avenant signé en mai 2004, le projet de création d'une direction commune entre notre filiale, Monceau Générale Assurances, et la Marf ont été évalués après une quinzaine de mois de fonctionnement. La Marf ne se trouve pas encore dans une situation stabilisée ; l'importance des travaux à accomplir nécessite la mobilisation de ressources dédiées, démarche certainement plus adaptée que la mobilisation à temps partiel des collaborateurs de Monceau Générale Assurances, moins disponible de ce fait pour l'exercice de leur responsabilité sur le site Vendômois. Sur proposition des représentants de la Mutuelle Centrale de Réassurance et de Monceau Générale Assurances au Conseil de la

Associate mutual enterprises : An exceptional year.

The 2003 and 2004 years of account were marked by a simplification of the legal organization chart for Monceau Assurances with the transfer of the portfolios of the Caisse Interprofessionnelle Mutuelle d'Assurance (CIMA) and the Caisse Interprofessionnelle de la Région Lyonnaise (CIARL) to Monceau Générale Assurances, a 100% subsidiary of MCR.

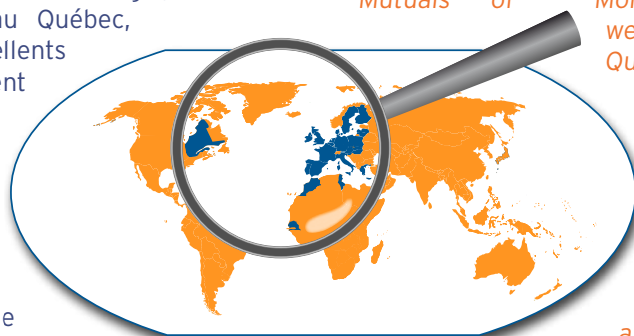
In 2005 no factors of special importance intervened regarding the flow of business between MCR on the one hand, the associate mutuals, the MGA subsidiaries and Monceau Retraite & Épargne, on the other. These latter two companies have both benefited from the modification of the statutes adopted in June 2005 allowing them to seek and obtain associate status of MCR. The earned premiums in connection with these operations have risen 5%, from €118.1 million to €123.7 million. Thanks to good loss experience coupled with prudent underwriting policies, treaties ceded by the associate members showed remarkable technical results, producing a profit of €15.8 million whereas the 2004 year of account was only balanced.

All the **associate mutuals** in France, Agricultural Mutuals of Morocco, Tunisia and Senegal, as well as the Promutuel movement in Quebec, helped to contribute to the excellence of these results. Each year they all further enhance the quality of their relationship with our Company and indeed the Group itself.

For the **Mutuelle des Débitants de Tabac**, which also experienced a remarkably good underwriting year in 2005, significant actions with regard to **technical cooperation** came into play in the year. They concern, mainly, measures in assisting the tobacconists in diversifying their activities with the study of new products and support in claims management.

Thanks to the relationship with our Company the **Mutuelle d'Assurance de l'Artisanat du Transport**, also showing very profitable results, was successful in finding a flow of new business from an agent operating formerly with the CIAM on traditional risks for firefighters.

In accordance with the protocol signed in December 2002, further enhanced by the amendment signed in May 2004, the plan to create a common management structure encompassing our subsidiary, Monceau Générale Assurances and the MARF has been carefully reviewed after 15 months of operation. MARF has yet to be stabilized; much important work needs to be accomplished necessitating the mobilization of a dedicated resources, a process far more productive than relying on the part-time efforts of MGA employees who, in turn, become less available to fulfil their duties at the home office in Vendôme. Following proposals made by the representatives of MCR and MGA on the Board of MARF, it was agreed, therefore, to endow MARF with its



Marf, il a été décidé en conséquence de doter la Marf de sa propre direction générale. Un plan de recentrage de l'activité puis de redéploiement reste à définir pour être mis en œuvre, et le représentant de la société au Conseil d'Administration de la Marf y est particulièrement attentif. Pour notre société, l'aliment en provenance de la Marf devrait diminuer en 2006 en raison de la baisse prévisible du chiffre d'affaires, consécutive aux opérations d'assainissement technique qui ont été menées sur le portefeuille.

Enfin, la société continue d'entretenir d'excellentes relations en réassurance et en coopération technique avec ses associés historiques que sont les **Mutuelles Agricoles du Maroc, de Tunisie et du Sénégal**. Les cessions en provenance de ces partenaires se sont élevées en 2005 à 3,2 M€ (+ 6,1% par rapport à 2004) et devraient progresser dans les mêmes proportions en 2006.

Des résultats et une solvabilité excellents

Le compte de résultats fait apparaître les excellents résultats techniques de l'exercice déjà commentés.

Les cotisations acquises brutes de l'exercice se sont élevées à 231.250 k€, en diminution de 0,4% par rapport à leur montant de 2004, les raisons de cette évolution ayant été précisées ci-dessus. En raison d'une augmentation de 35,9% des cessions - qui atteignent 17.104 k€, la baisse de cotisations acquises nettes est proportionnellement plus élevée (2,8 %).

Le solde du compte technique net, après dotation de 3.743 k€ à la provision pour égalisation - pour l'analyse financière, cette provision est assimilable des fonds propres constitués dans un régime d'imposition différée- s'élève à 36.419 k€ contre 20.317 k€ en 2004. Il représente 17 % des primes acquises nettes de l'exercice.

Le résultat net comptable est encore amélioré par les produits financiers qui, au net des charges afférentes, s'élèvent à 41.171 k€ contre 22.897 k€ en 2004. Cette progression sensible résulte de la politique financière menée au cours de l'exercice : elle a privilégié les investissements en actions et en obligations convertibles, qui se sont bien comportés en 2005, autorisant l'extériorisation de plus-values, opérations menées sans appauvrissement de la société puisque, dans le même temps, les plus-values latentes ressortant de l'état des placements augmentent de 26.779 k€ à 32.674 k€. En outre, les investissements obligataires ont laissé une large place aux obligations indexées ; plusieurs lignes de titres à taux fixes ont été cédées dans la conjoncture de faible taux d'intérêt qui a encore caractérisé l'année 2005, permettant de doter la réserve de capitalisation à hauteur de 5.313 k€.

Au total après prise en compte de l'impôt sur les sociétés, l'excédent net comptable ressort à 28.232 k€ soit 19 % des primes nettes émises ou 11,02 % des fonds propres réévalués.

own general management. A programme of refocusing the activity and subsequent redeployment has yet to be drawn up for implementation and the representative of MCR on the Board of MARF is paying particular attention to this matter. For our Company the premium volume from MARF should decrease in 2006 following a predictable drop in business stemming from the operations to stabilize the entire book and improve the technical results.

Lastly, the Company continues to enjoy excellent reinsurance relations and technical cooperation with its historical associate partners, the **Agricultural Mutuals of Morocco, Tunisia and Senegal**. Business ceded by these mutuals amounted to €3.2 million in 2005 (+ 6.1% betterment over 2004) and should follow the same trend in 2006.

Excellent results and solvency ratios

The income statement shows excellent results for the accounting year, as mentioned previously.

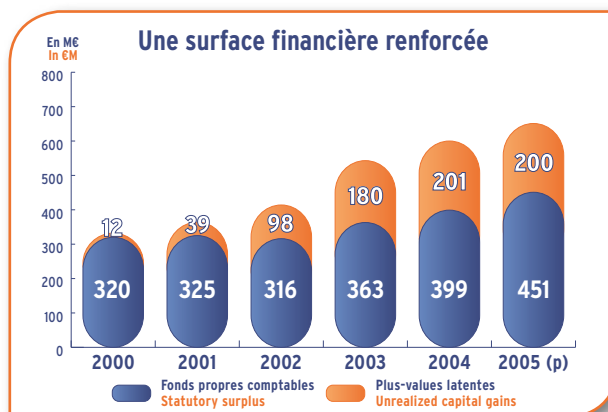
Gross earned premium income for the year amounted to €231,250 thousand, a 0.4% reduction over 2004 for reason explained above. Since the volume of ceded premium rose by 35.9%, namely €17,104 thousand, the reduction of the actual net earned premium was proportionally higher (2.80%).

The net technical results show a profit of €36,419 thousand versus €20,317 thousand in 2004, after a technical charge of €3,743 thousand transferred to the equalization provision, from a financial analysis viewpoint this provision being comparable to Policyholders' Surplus. They represent 17% of net earned premium for the year of account.

The net operating profit was enhanced by investment income that amounted to €41,171 thousand versus €22,879 thousand in 2004, after deducting the relevant costs. This significant increase

is the result of the sound investment policy being followed throughout the year, placing the emphasis on shares and convertible bonds that performed well in 2005. This allowed the realisation of capital gains without depleting the Company's assets as, at the same time, unrealized capital gains increased from €26,779 thousand to €32,674 thousand. Furthermore our bond investments were primarily in indexed bonds, many fixed rate instruments having been ceded in the circumstances of low interest rates which prevailed in 2005, thus allowing the capitalisation reserve to be boosted by €5,313 thousand.

After deducting corporate income tax, the net surplus was €28,232 thousand, i.e. 19% of the written net premium or 11.02% of the Policyholders' Surplus, restated at market value.



La structure du bilan atteste également de la bonne santé économique de la MCR. Les provisions techniques se maintiennent à un niveau élevé par rapport aux primes nettes émises : 255 % en 2005 (pour un montant net de 548.975 k€) contre 255,7 % en 2004. Ce ratio apparaît d'autant plus élevé qu'il correspond à un portefeuille de traités majoritairement à déroulement court.

Les fonds propres comptables - y compris le résultat de l'exercice - s'élèvent à 223.455 k€, en augmentation de 17,7 % par rapport à leur niveau de 2004. Ils représentent ainsi plus que le chiffre d'affaires annuel (103,83 % des primes nettes émises).

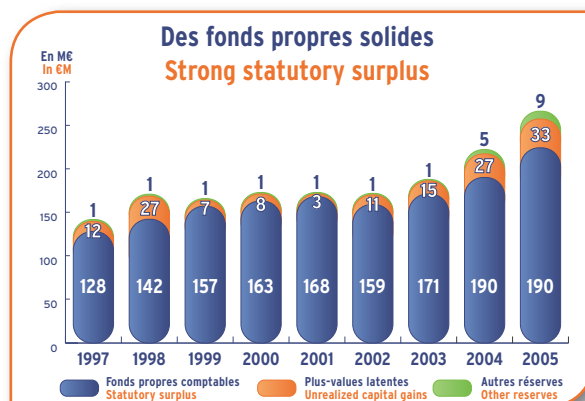
Si l'on y ajoute les plus-values latentes dans les placements et les provisions à caractère de réserve (notamment la provision pour égalisation), le ratio atteint 123,26%. Une telle situation de solvabilité, associée à la persistance de résultats bénéficiaires depuis 1996 -phénomène unique dans la profession- justifierait mieux que le simple maintien de notre note de solidité financière fixée par l'agence AM Best au niveau A- (excellent) depuis cinq ans.

The balance sheet attests to the economic health of MCR. The technical reserves remain at a high level with regard to the net written premiums: 255% in 2005 (namely a net amount of €548,975 thousand) versus 255.7% in 2004. This ratio appears comparatively high for a book of predominantly short-tail business.

The Policyholders' Surplus, including the result for the year of account, now stands at €223,455 thousand, a 17.7% increase over 2004, thus equating 103.83% of the annual net written premiums.

When adding the unrealized capital gains for the investment portfolio plus the special reserves such as the equalization provision, the ratio attains 123.26%. Such

a solvency margin, coupled with continued profitable results since 1996, a unique situation in our profession, would seem to warrant a better rating than the one awarded to our Company by A.M. Best i.e. a simple 'A' - (Excellent), maintained for the past 5 years.



Les résolutions proposées

Après la lecture des différents rapports rédigés par le commissaire aux comptes, vous aurez à vous prononcer sur les résolutions qui vous sont proposées.

En particulier, le mandat du Président Arianer, Président de la Mutuelle d'Assurance de l'Artisanat du Transport, arrive à échéance. Nous vous proposons, à présent que nos statuts permettent de nommer des personnes morales administrateur, de confier ce mandat à la Mutuelle d'Assurance de l'Artisanat du Transport. Si vous acceptez cette proposition, ce mandat arrivera à échéance au terme de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2011.

Par ailleurs, l'année 2007 marquera le centième anniversaire de la création de la Caisse Centrale de la Mutualité Agricole d'Afrique du Nord, devenue la Mutuelle Centrale de Réassurance après le retour en métropole. Pour marquer cet événement, nous vous proposons de répondre à l'invitation du Président Yacoubi Soussane, Président de la Mutualité Agricole du Maroc, et de tenir notre prochaine assemblée générale au Maroc, à Fès.

Nous vous demandons d'adopter les résolutions correspondantes.

Au terme de ce rapport, nous tenons à exprimer notre gratitude envers nos entreprises associées, leurs élus et leurs équipes dirigeantes pour leur implication, nos sociétaires et nos cédantes, pour les remercier leur fidélité et leur confiance. Nous tenons également à remercier nos collaborateurs et les membres du personnel des GIE du groupe Monceau Assurances, pour le travail accompli tout au long de cet exercice au service et dans l'intérêt de notre Institution. C'est à leur implication que nous devons la qualité du bilan de notre activité pour 2005. Qu'ils trouvent ici l'expression de notre sincère reconnaissance.

Resolutions proposed

Following the reading of Statutory Auditors' report you will be asked to ratify the resolutions submitted by your Board.

Specifically, the mandate of President Arianer, President of the Mutuelle d'Assurance de l'Artisanat du Transport, is set to expire. We propose to appoint the Mutuelle d'Assurance de l'Artisanat du Transport to the Board since our revised statutes now allow for the appointment of corporate bodies to stand as directors. Should you accept this recommendation this mandate will expire with the AGM ruling on the Financial Statements for 2011.

Furthermore, the year 2007 will mark the 100th anniversary of the founding of the Caisse Centrale de la Mutualité Agricole d'Afrique du Nord, renamed Mutuelle Centrale de Réassurance when relocating to France. In order to commemorate this special event, we request an affirmative response to the invitation received from President Yacoubi Soussane, President of the Mutualité Agricole du Maroc, to hold our next AGM in Morocco at Fès.

We request your agreement by adopting the foregoing resolutions accordingly.

In closing, we wish to express our gratitude to all our associate companies, their representatives and executive teams, our members, and our ceding companies for their involvements and to thank them all for their continued trust and support. Furthermore, we wish to express our thanks also to our colleagues and the staff of Monceau Assurances economic interest groups for the work performed throughout the year to further the best interests of our Institution. It is to their involvement we owe soundness of our 2005 Balance Sheet. Our sincere appreciation to all of them is expressed hereby.

RAPPORT GÉNÉRAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2005, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Mutuelle Centrale de Réassurance, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1/ Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de l'exercice.

2/ Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Certains postes techniques propres à l'assurance et à la réassurance, à l'actif et au passif des comptes sociaux de votre société, sont estimés selon des modalités réglementaires et en utilisant des données statistiques et des techniques actuarielles. Il en est ainsi notamment des provisions techniques. Les modalités de détermination de ces éléments sont relatées dans la note 3.2. de l'annexe. Nous nous sommes assurés de la cohérence d'ensemble des hypothèses et des modèles de calcul retenus par votre société ainsi que de la conformité des évaluations obtenues avec les exigences de son environnement réglementaire et économique.
- La provision pour dépréciation à caractère durable sur le portefeuille titres est évaluée selon les modalités relatées dans la note 3.2. de l'annexe. Les valeurs recouvrables, les horizons de détention et la capacité de votre société à détenir ces titres sur ces horizons n'appellent pas de commentaires de notre part.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3/ Vérifications et informations spécifiques

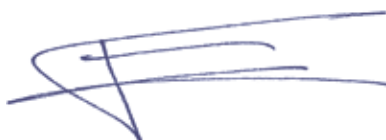
Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux sociétaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris - La Défense, le 25 mai 2006

Le commissaire aux comptes

Mazars & Guérard



Gilles Magnan

Compte de résultat au 31 décembre 2005

1 COMPTE TECHNIQUE TECHNICAL ACCOUNT

		Opérations brutes <i>Gross</i>	Cessions et rétrocessions <i>Cession & retrocessions</i>	Opérations nettes <i>Net</i>	Opérations nettes 2004 <i>Net 2004</i>
1 Primes <i>Earned premiums :</i>	+	231 250	17 104	214 146	220 208
1a Primes <i>Premiums</i>	+	232 315	17 104	215 211	217 692
2a Variation de primes non acquises <i>Changed in unearned premium reserves</i>	+/-	-1 065	-	-1 065	2 515
2 Produits des placements alloués <i>Allocated investment profit</i>	+	33 773	-	33 773	19 425
3 Autres produits techniques <i>Other technical income</i>	+	-	-	-	-
4 Charges des sinistres <i>Claims expenses</i>		-154 711	-11 755	-142 955	-134 838
4a Prestations et frais payés <i>Claims & expenses paid</i>	-	-166 383	-2 743	-163 640	-164 889
4b Charges des provisions pour sinistres <i>Change in o/s claim reserves</i>	+/-	11 673	-9 012	20 685	30 051
5 Charges des autres provisions techniques <i>Change in other technical reserves</i>	+/-	-2 082	-	-2 082	727
6 Participation aux résultats <i>Profit sharing</i>	-	-	-	-	-
7 Frais d'acquisition et d'administration <i>Acquisition and administrative expenses :</i>		-60 351	-745	-59 607	-78 024
7a Frais d'acquisition <i>Acquisition expenses</i>	-	-59 351	-	-59 351	-77 412
7b Frais d'administration <i>Administrative expenses</i>	-	-1 000	-	-1 000	-1 020
7c Commissions reçues des réassureurs <i>Commissions received from reinsurers</i>	+	-	-745	745	408
8 Autres charges techniques <i>Other underwriting expenses</i>	-	-3 114	-	-3 114	-2 904
9 Variation de la provision pour égalisation <i>Change in equalization reserve</i>	-	-3 743	-	-3 743	-4 276
Résultat technique non vie <i>Non-life technical result</i>		41 023	4 604	36 419	20 317

Income statement at December 31st, 2005

2

COMPTE NON TECHNIQUE PROFIT AND LOSS ACCOUNT

		Opérations 2005 <i>2005 Operations</i>	Opérations 2004 <i>2004 Operations</i>
1	Résultat technique NON VIE <i>NON-LIFE technical result</i>	36 419	20 317
3	Produits des placements <i>Investment income</i>	52 999	33 018
3a	Revenu des placements <i>Investment revenue</i>	+	18 651
3b	Autres produits des placements <i>Other investment income</i>	+	7 691
3c	Profits provenant de la réalisation des placements <i>Realized capital gains</i>	+	26 656
4	Produits des placements alloués <i>Allocated investment profit</i>	+	-
5	Charges des placements <i>Investment expenses</i>	-11 828	-10 120
5a	Frais de gestion interne et externe des placements et frais financiers <i>Internal and external administrative expenses</i>	-174	-850
5b	Autres charges des placements <i>Other investment expenses</i>	-	-2 379
5c	Pertes provenant de la réalisation des placements <i>Realized capital losses</i>	-	-9 275
6	Produits des placements transférés <i>Investment income credited to the Non-life account</i>	-	-33 773
7	Autres produits non techniques <i>Miscellaneous profits</i>	+	292
8	Autres charges non techniques <i>Other non-underwriting expenses</i>	-	-
9	Résultat exceptionnel <i>Exceptional items</i>	-245	-342
9a	Produits exceptionnels <i>Exceptional profits</i>	+	772
9b	Charges exceptionnelles <i>Exceptional charges</i>	-	-1 016
10	Participation des salariés <i>Employee profit sharing</i>	-	-330
11	Impôt sur les bénéfices <i>Income tax</i>	-	-15 302
12	Résultat de l'exercice <i>Net result</i>	28 232	15 138

Bilan au 31 décembre 2005

1 ACTIF ASSETS

	31/12/05	31/12/04
1 Compte de liaison avec le siège	-	-
2 Actifs incorporels <i>Intangible assets</i>	-	-
3 Placements <i>Investments</i>	732 089	700 086
3a Terrains et constructions <i>Real estate</i>	8 293	8 295
3b Placements dans des entreprises liées <i>Investments in related companies</i>	24 646	27 933
3c Autres placements <i>Other investments</i>	646 745	600 058
3d Créances pour espèces déposées auprès des entreprises cédantes <i>Funds held by ceding companies</i>	52 405	63 800
4 Placements représentant les provisions techniques afférentes aux contrats en unités de compte <i>Investments representing life technical reserves for unit-linked contracts</i>	-	-
5 Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques <i>Retrocessionnaires'share in the technical reserves</i>	36 936	27 921
5a Provisions pour primes non acquises non vie <i>Non-life unearned premium reserves</i>	44	44
5b Provisions d'assurance vie <i>Life insurance reserves</i>	-	-
5c Provisions pour sinistres vie <i>Life claims reserves</i>	-	-
5d Provisions pour sinistres non vie <i>Non-life claims reserves</i>	36 892	27 877
5e Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes vie <i>Life profit sharing & rebates reserves</i>	-	-
5f Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes non vie <i>Non-life profit sharing & rebates reserves</i>	-	-
5g Provisions d'égalisation <i>Equalization reserves</i>	-	-
5h Autres provisions techniques vie <i>Other life technical reserves</i>	-	-
5i Autres provisions techniques non vie <i>Other non-life technical reserves</i>	-	-
5j Provisions techniques des contrats en unités de comptes vie <i>Life technical reserves for unit-linked contracts</i>	-	-
6 Créances <i>Account receivable</i>	44 298	45 558
6a Créances nées d'opérations d'assurance directe <i>Receivable due from direct insurance operations</i>	8	24
6aa Primes restant à émettre <i>Pending premiums</i>	-	-1
6ab Autres créances nées d'opérations d'assurance directe <i>Other direct insurance receivables</i>	8	25
6b Créances nées d'opérations de réassurance <i>Receivable due from reinsurance operations</i>	43 201	43 510
6c Autres créances <i>Other receivables</i> :	1 089	2 024
6ca Personnel <i>Employees</i>	4	2
6cb État, organismes de sécurité sociale, collectivités publiques <i>State, social security & local authorities</i>	150	53
6cc Débiteurs divers <i>Miscellaneous receivables</i>	935	1 969
7 Autres actifs <i>Other assets</i>	23 936	37 885
7a Actifs corporels d'exploitation <i>Fixed assets</i>	253	268
7b Comptes courants et caisse <i>Current accounts and cash</i>	23 683	37 617
8 Comptes de régularisation - Actif <i>Accruals-assets</i>	30 144	32 526
8a Intérêts et loyers acquis non échus <i>Accrued investment income</i>	9 327	8 933
8b Frais d'acquisition reportés <i>Deferred acquisition costs</i>	-	-
8c Autres comptes de régularisation <i>Others</i>	20 816	23 593
9 Différence de conversion <i>Currency conversion adjustments</i>	-	-
Total de l'actif <i>Total Assets</i>	867 403	843 975

Balance sheet at December 31st, 2005

2 PASSIF LIABILITIES

	31/12/05	31/12/04
1 Capitaux propres Capital and Surplus :	223 455	189 897
1a Fonds d'établissement et fonds social complémentaire constitué <i>Establishment fund and additional paid-in funds</i>	41 137	41 137
1c Réserves de réévaluation <i>Revaluation reserves</i>	442	442
1d Autres réserves <i>Other reserves</i>	153 094	135 769
1e Report à nouveau <i>Retained earnings</i>	549	-2 589
1f Résultat de l'exercice <i>Result</i>	28 232	15 138
2 Passifs subordonnés Subordinate liabilities	-	-
3 Provisions techniques brutes Gross technical reserves :	585 911	584 631
3a Provisions pour primes non acquises non vie <i>Non-life unearned premium reserves</i>	15 620	14 189
3b Provisions d'assurance vie <i>Life insurance reserves</i>	-	-
3c Provisions pour sinistres vie <i>Life claims reserves</i>	-	-
3d Provision pour sinistres non vie <i>Non-life claims reserves</i>	544 041	550 017
3e Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes vie <i>Life profit sharing & rebates reserves</i>	-	-
3f Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes non vie <i>Non-life profit sharing & rebates reserves</i>	-	-
3g Provisions pour égalisation <i>Equalization reserves</i>	9 135	5 392
3h Autres provisions techniques vie <i>Other technical reserves</i>	-	-
3i Autres provisions techniques non vie <i>Other non-life technical reserves</i>	17 115	15 033
4 Provisions techniques des contrats en unités de compte vie Unit-linked contracts technical reserves	-	-
5 Provisions pour risques et charges Contingent liabilities	9	85
6 Dettes pour dépôts en espèces reçus des cessionnaires Liabilities for cash deposits received from retrocessionnaires	2 891	1 988
7 Autres dettes Other liabilities :	37 258	47 610
7a Dettes nées d'opérations d'assurance directe <i>Liabilities from direct insurance operations</i>	1	-
7b Dettes nées d'opérations de réassurance <i>Liabilities from reinsurance operations</i>	23 155	34 266
7c Emprunts obligataires (dont obligations convertibles) <i>Loan stock (incl. convertible loan stock)</i>	-	-
7d Dettes envers des établissements de crédit <i>Liabilities to credit companies</i>	-	-
7e Autres dettes <i>Other liabilities :</i>	14 101	13 344
7eb Autres emprunts, dépôts et cautionnement reçus <i>Other loans, deposit & security received</i>	5 084	5 084
7ec Personnel <i>Employees</i>	88	97
7ed État, organismes de sécurité sociale, collectivités publiques <i>State, social security & local authorities</i>	8 086	6 806
7ee Créanciers divers <i>Miscellaneous liabilities</i>	844	1 357
8 Comptes de régularisation - Passif Accruals-liabilities	17 878	19 764
9 Différence de conversion Currency conversion adjustments	-	-
Total du passif Total liabilities	867 403	843 975

Annexe aux comptes 2005

Notes to the 2005 financial statements

Les sommes portées dans la présente annexe sont arrondies au millier d'euros le plus proche et exprimées en milliers d'euros.

All amounts shown hereunder are expressed in thousands of euros and have been rounded to the nearest thousand Euros.

1 Faits marquants *Significant events*

Dans un environnement professionnel touché par une recrudescence de catastrophes naturelles d'intensité inégale aux conséquences dramatiques, l'Ouragan Katrina qui a frappé la Nouvelle Orléans en témoigne, la Mutuelle Centrale de Réassurance a recueilli les dividendes de la politique rigoureuse menée depuis plusieurs années, bénéficié de l'excellente qualité technique d'ensemble des opérations souscrites par ses Associées d'une part, des évolutions enregistrées sur les marchés de taux et les marchés actions d'autre part..

La recherche de marges au détriment du volume des affaires, le souci d'une maîtrise des risques et d'un suivi des cumuls ont conduit à recentrer sur l'Europe Continentale l'activité développée en dehors du Cercle des Associés, d'y nouer des relations durables avec des cédantes de taille moyenne et de privilégier les branches d'activité à déroulement rapide. Epargné par les grands sinistres du marché, le portefeuille ainsi constitué a dégagé des excédents techniques en 2005.

Pour un chiffre d'affaires total de 232,3 M€, en progression de 0,9%, le compte technique de l'exercice fait ressortir un excédent net de 36,4 M€, en progression de 79% sur celui affiché au terme de l'exercice 2004.

Le ratio combiné global, (hors dotation à la provision pour égalisation, assimilable à des fonds propres) s'élève à 97,2 %, en nouvelle amélioration par rapport à celui de l'exercice 2004 (99,2%).

La société a par ailleurs bénéficié de l'excellente tenue des marchés financiers, tiré profit du faible niveau des taux d'intérêt à long terme pour réaliser des plus values sur le portefeuille obligataire et consacrer une part plus importante de ses investissements aux obligations convertibles et aux actions. Les produits financiers, avant dotation à la réserve de capitalisation, ont pratiquement doublé, passant de 23,4 M€ à 43,5 M€. Dans le même temps, le stock de plus values latentes progressait de 26,8 M€ au 31 décembre 2004 à 33,3 M€ à la clôture de l'inventaire 2005.

Après paiement de l'impôt sur les sociétés, le résultat comptable ressort en excédent de 28,2 M€, en progression de 87% sur les 15,1 M€ qui avait soldé l'exercice 2004.

Au 31 décembre 2005, les fonds propres comptables s'élèvent à 223,5 M€, en progression de 17,7% sur ceux du 31 décembre 2004. Ils représentent plus d'une année du chiffre d'affaires net de réassurance, et plus de 40% des provisions techniques nettes de réassurance, soit des

In a professional environment subjected to an upsurge in natural disasters of previously unknown dramatic proportions such as Hurricane Katrina that impacted New Orleans, Mutuelle Centrale de Réassurance has reaped the dividends of a rigorous underwriting policy instigated many years ago and benefited also from the excellent technical abilities shown by its associates in their underwriting on the one hand, plus the positive trends in market pricing and stock market movements, on the other.

The quest for profit margins while sacrificing volume, striving for better control of the quality of risks and ongoing efforts to monitor the accumulation of risks have led us to refocus on Continental Europe for all our activity outside the Circle of Associates, to establish long-lasting relationships with medium-sized ceding companies and to place the emphasis on short-tail business. Thus spared from the major market losses of 2005, this portfolio produced highly satisfactory technical results.

For a premium volume totalling €232.3 million, rising by 0.9%, the technical account produced a net surplus of €36.4 million, an increase of 79% over that of 2004.

The overall combined ratio (excluding allocation to the equalization provision, comparable to Policyholders' Surplus) was 97.2%, a further betterment over that of the 2004 year of account (99.2%).

Moreover, the Company has benefited from the excellent performance of the financial markets, taking advantage of the low long-term interest rates to realize profits from the increase in value of the bond portfolio and thus being able to devote a larger portion of its investments in convertible bonds and shares. The investment income, before allocation to the capitalization reserve has practically doubled from €23.4 million to €43.5 million. At the same time the value of unrealized capital gains rose from €26.8 million on December 31st, 2004 to €33.3 million by the close of the 2005 year of account.

After taxes, the net profit accounted for stood at €28.2 million, an increase of 87% over the year-end result of €15.1 million for the 2004 year of account.

As of December 31st, 2005, our Policyholders' Surplus stood at €223.5 million, a 17.7% improvement over that of December 31st, 2004. This amount represents more than the total written premium income for the year, net of reinsurance ceded, equating a level rarely witnessed

niveaux rarement affichés dans la profession. La marge de solvabilité, dont la Mutuelle Centrale de Réassurance doit justifier l'existence car agréée pour pratiquer les opérations d'assurance directe, est couverte plus de 6 fois par les fonds propres comptables. Prenant en compte les plus values latentes et les provisions à caractère de réserve, telle que la provision pour égalisation, les fonds propres réévalués s'élèvent à 265,9 M€.

in our profession. The solvency margin is covered more than 6 times over by the Policyholders' Surplus, as required of Mutuelle Centrale de Réassurance, since it is licensed to transact direct insurance. Upon taking into account the unrealized capital gains and the provisions classified as non-technical reserves, such as the equalization provision, the revalued Policyholders' Surplus stands at €265.9 million.

2 Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Events subsequent to the closing of the year

Néant.

None.

3 Principes, règles et méthodes comptables **Accounting conventions**

3.1 Introduction **Introduction**

Les comptes sont établis conformément aux articles 8 à 16 du Code du commerce, en tenant compte des dispositions particulières contenues dans le Code des assurances.

Les comptes de l'exercice 2005 respectent les dispositions du décret n°94-481 du 8 juin 1994 et l'arrêté du 20 juin 1994 transposant la directive n°91-674/CEE du 19 décembre 1991 concernant les comptes sociaux et comptes consolidés des entreprises d'assurance et l'arrêté du 19 avril 1995 portant modification des règles de constitution de certaines provisions techniques d'assurance.

Il est fait, de manière générale, application des principes comptables généraux de prudence, de non compensation, de spécialisation des exercices, de permanence des méthodes, et les comptes sont établis dans l'hypothèse d'une continuité de l'exploitation.

The financial statements have been prepared in accordance with articles 8 to 16 of the French Commercial Code, incorporating the specifics of the Insurance Code.

These statements adhere to the provisions contained in the French Chart of Accounts, decree 94-481 dated June 8th, 1994, and the E.E.C. directive 91-674 which resulted in the Ministerial decree of June 20th, 1994, governing consolidated corporate financial statements for insurance companies.

In the same vein, we adhere also to the Ministerial decree dated April 19th, 1995, modifying the accounting standards for setting up some of the technical insurance reserves.

3.2 Informations sur le choix des méthodes utilisées

Information on the accounting procedures employed

Valeurs mobilières à revenus fixes

Les obligations et autres valeurs à revenus fixes sont retenues pour leur prix d'achat, net des coupons courus à l'achat. La différence entre le prix d'achat et la valeur de remboursement est rapportée au résultat. Lorsque le prix d'achat de ces titres est supérieur à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres. Lorsque le prix d'achat est inférieur à leur prix de remboursement, la différence est portée en produit sur la durée de vie résiduelle des titres. S'agissant des obligations indexées sur l'inflation, la variation, du fait de l'inflation, de la valeur de remboursement entre deux dates d'inventaire consécutives est reprise dans les produits ou charges de l'exercice.

La valeur de réalisation retenue à la clôture des comptes correspond au dernier cours coté au jour de l'inventaire ou, pour les titres non cotés, à la valeur vénale correspondant au prix qui en serait obtenu dans des conditions normales de marché.

Actions et autres titres à revenus variables

Les actions et autres titres à revenus variables sont retenus pour leur prix d'achat, hors intérêts courus.

Fixed-Income Securities

Bonds and other fixed-income securities are recorded at their purchase cost, less interest accrued. The difference between the acquisition cost and the redemption value is shown in the final results. When the cost of these fixed income securities is higher than their redemption price (value), the difference is amortized over their residual life. Should the cost be lower than their redemption value then the potential gain is amortized over the residual life of these securities as well.

For year-end purposes, the realization value is the last price quoted or, in the absence thereof, the market value.

In the case of bonds indexed to inflation, the provisions of decree n°2002-1535 published in the French official bulletin, Journal Officiel of December 28th 2002 have been applied for the first time in the closing of accounts for 2002. The aim is to show in the annual result the effects of indexing.

Stocks and other variable income securities

All stocks and other securities subject to market fluctuations are carried at their purchase price, less

La valeur de réalisation retenue à la clôture des comptes correspond :

- au dernier cours coté au jour de l'inventaire, pour les titres cotés ;
- à la valeur vénale correspondant au prix qui en serait obtenu dans des conditions normales de marché, pour les titres non cotés ;
- au dernier prix de rachat publié au jour de l'inventaire pour les actions de sociétés d'investissement à capital variable et les parts de fonds communs de placement.

Prêts

Les prêts sont évalués d'après les actes qui en font foi.

Provisions sur valeurs mobilières à revenus fixes

Une provision pour dépréciation est constituée lorsqu'il existe un risque de défaut de l'émetteur, soit pour le paiement des intérêts, soit pour le remboursement du principal.

Provisions sur les placements immobiliers, valeurs mobilières à revenus variables

Pour chaque placement, pris individuellement, autre que les valeurs mobilières à revenus fixes, une provision est constatée à l'actif en cas de dépréciation à caractère durable.

Le Conseil National de la Comptabilité a émis un avis sur la méthodologie d'évaluation de cette provision. En application de cet avis, il est constitué ligne par ligne une provision pour dépréciation à caractère durable lorsque pendant 6 mois au moins au cours de l'exercice, la valeur vénale de l'actif considéré est inférieure à 80% de son prix de revient, et se trouve dans cette situation à la date d'inventaire. Une provision pour dépréciation à caractère durable est également constituée pour tous les actifs faisant l'objet d'une telle provision à l'inventaire précédent. Lorsque l'actif est destiné à être cédé, la provision constituée est égale à la différence entre le prix de revient et la valeur vénale. Dans le cas contraire, la provision est égale à la différence entre le prix de revient et la valeur vénale au 31 décembre multipliée par le coefficient 1,159, calculé en supposant une durée de détention moyenne de 5 ans et une revalorisation annuelle au taux sans risque de 3%.

Enfin, lorsque, globalement, les placements autres que les valeurs mobilières à revenus fixes évaluées conformément aux dispositions de l'article R332-19 du Code des assurances ont une valeur de réalisation inférieure à leur valeur comptable nette d'éventuelles provisions pour dépréciation à caractère durable, une provision est constituée à hauteur de l'écart entre ces deux valeurs. Baptisée «Provision pour Risque d'Exigibilité», elle se trouve classée parmi les provisions techniques

Produits et charges des placements

Les revenus financiers comprennent les revenus des placements acquis à l'exercice (dividendes, coupons, intérêts des prêts).

Les autres produits des placements comprennent les écarts positifs de l'exercice sur les prix de remboursement des obligations à percevoir, ainsi que les reprises de provisions pour dépréciation des placements.

accrued interest. The realization value used for year-end purposes is :

- *the closing price (going concern value), for listed securities ;*
- *the monetary value corresponding to the price obtainable in normal market conditions, for unlisted securities ;*
- *the last published redemption price for the shares in mutual funds (SICAVs) and similar open-ended investment trusts.*

Loans

Loans are evaluated according to the deeds governing them.

Reserves for fixed income securities

When an issuer is unable to meet his obligations be it for interest payments or the redemption of the principal, a valuation allowance must be set up (Article R 332-19).

Reserves for investment properties, stocks and other variable income securities

For each individual investment a provision is to be found under Assets in case of long-term depreciation.

The National Accounting Board gave its opinion on the method to be applied when calculating this reserve. In accordance with this decision a provision for long term depreciation is set up item by item when the market value of the asset in question is during six months at least 80% inferior than its cost price, as well as at balance sheet date. A provision for long-term depreciation is also set up for all assets which required such a provision at previous balance sheet date. When the asset is intended to be sold the corresponding provision is equal to the difference between the purchase price and the market value. In the opposite case, the provision is equal to the difference between the cost price and the market value at December 31st multiplied by a coefficient of 1,159, calculated by taking into consideration an average holding period of 5 years and an annual revalorisation at a rate without risk of 3 %.

Lastly, if the global market value of assets other than fixed income securities calculated in accordance with the rules laid down in article R332-19 of the Insurance Code is lower than its book value net of any provision for long-term depreciation, a technical provision is set up for the difference between these two values. This provision is called "provision for liquidity risk" and is listed in the technical provisions section.

Investment income and expenses

Financial income comprises annual investment income from dividends, coupons, interest on loans and the like.

Other forms of revenue, each year, include favourable variances in the redemption prices on callable bonds, and the reversal valuation allowances. Investment expenses, each year, include unfavourable variances in the redemption prices of callable bonds, and the amortization of expenses, plus the estimated investment expenses.

Les autres charges des placements comprennent les écarts négatifs de l'exercice sur les prix de remboursement des obligations à percevoir, ainsi que les dotations aux amortissements et aux provisions des placements.

Les plus ou moins values sur cessions de valeurs mobilières sont déterminées en appliquant la méthode du « premier entré premier sorti » (FIFO) et constatées dans le résultat de l'exercice. Toutefois, pour les obligations et autres titres à revenus fixes estimés conformément aux dispositions de l'article R 332-19 du Code des Assurances, le profit correspondant à la différence entre le prix de cession et la valeur actuelle, au taux actuariel de rendement calculé lors de l'acquisition du titre, fait l'objet d'une dotation par le compte de résultat à la réserve de capitalisation, incluse dans les fonds propres. En cas de perte, une reprise est effectuée sur cette réserve de capitalisation, dans la limite du montant de celle-ci.

Acceptations en réassurance

Les opérations de réassurance acceptées sont comptabilisées traité par traité dès réception des informations transmises par les cédantes. Les dispositions de l'article R 332-18 imposent d'estimer les comptes non reçus des cédantes et de compenser en résultat les éléments techniques incomplets enregistrés dans les livres. Les opérations en provenance des mutuelles associées sont comptabilisées sur la base des comptes arrêtés par les Conseils d'administration de ces mutuelles, ou des comptes provisoires en cours d'établissement.

Pour enregistrer les acceptations extérieures au groupe des mutuelles associées, par application du principe de prudence, la mise en œuvre de méthodes d'estimation des comptes non reçus a été préférée à la compensation des écritures incomplètes.

Pour ce faire, un échantillon significatif de traités a été constitué, portant sur 90% environ des traités représentant un aliment de l'ordre de 68 M€ en 2005. Des modèles actuariels sont utilisés traité par traité, pour estimer à la fois les comptes non reçus et les provisions pour sinistres tardifs relatifs à cet échantillon.

Les autres compléments utiles, pour faire face aux risques d'aggravation des sinistres enregistrés ou couvrir les déclarations tardives, sont calculés par catégorie homogène d'affaires acceptées. Les sinistres à déroulement lent américains font l'objet d'une analyse particulière.

Les charges de sinistres estimées à ces différents titres sont inscrites en provisions pour sinistres à payer.

Rétrocessions

Les rétrocessions sont comptabilisées en conformité avec les termes des différents traités souscrits.

Frais de gestion et commissions

Les frais de gestion sont enregistrés dès leur origine dans des comptes de charges par nature et sont systématiquement affectés à une section analytique. Ensuite, ces frais sont ventilés sur les comptes de charges par destination par l'application de clés de répartition propres à chaque section analytique.

Capital gains or losses on the disposal of securities are determined by using the FIFO (first In First Out method and accounted for in the year-end results. However, for bonds and other fixed income securities, any gains stemming from the difference between the transfer price and the current value, according to actuarial computations at the time of purchase, are subject to a special allowance to the capitalization reserve in the income statement, this forming part of the equity. The foregoing is in accordance with the rules laid down under Article R.332-19 of the French Insurance Code. In the event of a loss, a draw-down is made on the capitalization reserve up to the amount of the funds available therein.

Assumed reinsurance

Assumed reinsurance transactions are accounted for on a treaty by treaty basis upon receipt of the relevant data from the ceding companies.

Article R. 332-18 states that reinsurers are obligated to estimate the amounts due, but not yet accounted for, by the ceding companies, and to make allowances in the books for exposures where technical data is incomplete.

All transactions with the associated mutuals have been accounted for on the basis of the closings approved by their respective boards, or as estimated accounts, still in course of preparation.

For assumed business from outside the group of associated mutuals most of the accounts were supplied by the ceding companies themselves. As a safety measure, however, outstanding accounts have been estimated, as opposed to offsetting incomplete figures. Therefore, a sample of treaties was made, based on premium volume of approximately M€ 68 in 2005, and on the actuarial models that were developed to forecast both overdue accounts and potentially late reported claims on this book of business.

Actuarial models are applied to each of the three main categories of reinsurance acceptances,

proportional and non-proportional treaties as well as facultative business. Environmental and asbestos related liability claims are analysed individually.

The burden of losses estimated as a result of the above is recorded under outstanding loss provisions.

Retrocessions

Retrocessions are accounted for in accordance with the terms of each treaty.

Operating expenses and commissions

For each function in the company operating expenses are subjected to an analytical review at the outset, then systematically classified according to their appropriate expense category on the basis of the principal activity inherent to that function.

Les frais de gestion sont de deux natures :

- frais généraux Propres à la MCR ;
- frais généraux issus de la répartition des frais du GIE auquel adhère la MCR, le Service Central des Mutuelles.

Le classement des charges de gestion s'effectue dans les cinq destinations suivantes :

- les frais de règlement des sinistres qui incluent notamment les Frais des services règlement ou exposés à leur profit, les frais de contentieux liés aux sinistres ;
- les frais d'acquisition qui incluent notamment les frais des services chargés de l'établissement des contrats ou exposés à leur profit ;
- les frais d'administration qui incluent notamment les frais des services chargés de la surveillance du portefeuille, de la réassurance acceptée ou cédée ou exposés à leur profit ;
- les charges de placement qui incluent notamment les frais des services de gestion des placements ;
- les autres charges techniques qui regroupent les charges ne pouvant être affectées ni directement, ni par application d'une clé à une des destinations ci-dessus, notamment les charges de direction générale.

Les commissions versées aux cédantes et intermédiaires sont comptabilisées directement suivant leurs destinations.

Opérations en devises

Les opérations en devises sont enregistrées dans chacune des devises utilisées. La conversion en euros de ces opérations s'effectue en fin d'exercice d'après les cours de change constatés à la clôture. Les écarts de change sont passés en compte de résultat.

Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Une provision est constituée en cas de doute sur la recouvrabilité d'une créance.

Engagements hors bilan

L'admission au statut d'associé de la Mutuelle Centrale de Réassurance est matérialisée par une convention de réassurance de durée. Ces conventions précisent qu'en cas de résiliation, l'associé désireux de mettre fin à son statut rembourse, le cas échéant, le solde cumulé du compte retraçant l'ensemble des opérations relevant de cette convention de réassurance de durée. Il n'y a pas lieu d'inscrire au hors bilan les sommes qui seraient dues à la société par ses associés à ce titre, puisqu'il est fait application du principe comptable général de continuité de l'exploitation des cédantes associées. Si à la date d'arrêté du bilan, la société a connaissance d'une décision d'un associé de renoncer à ce statut, les créances éventuelles dues à la MCR sont inscrites à l'actif du bilan.

Par ailleurs, pour répondre aux vœux des Autorités de Contrôle, la société s'était engagée à garantir qu'au terme de chacune des périodes annuelles couvertes par

General operating expenses are twofold :

- *expenses attributable to MCR ;*
- *expenses stemming from cost-sharing arrangements with joint management structures (GIE), and the Service Central des Mutuelles of which MCR is a member.*

Operating expenses are classified according to their function into five categories below :

- *claims expenses, including the handling costs and legal fees incurred directly by the Claims Departments and those who benefit from it ;*
- *acquisition costs, including the expenses charged back by the various departments responsible for treaty documents and those who benefit from it ;*
- *administrative expenses, including the costs incurred by the department responsible for the incoming and outgoing treaty business, and those who benefit from it ;*
- *investment expenses including those of investment managers ;*
- *other technical costs encompassing expenses that cannot be directly, or even indirectly, allocated to one of the foreign specific categories, such as executive management costs.*

Commissions paid to ceding companies or intermediaries are accounted for according to the category of business to which they belong.

Foreign currency transactions

Foreign currency transactions are accounted for in their original denominations. At the close of each year all currencies are converted into Euros at official year-end ex- change rates.

Accounts receivable

Accounts receivable are recorded at their value at the close of the year. A valuation reserve is set up in case of a doubtful debt.

Off-balance sheet commitments

The admittance to the status of associated mutual of MCR is formalised by means of a long-term reinsurance agreement. These agreements stipulate that in the event of cancellation any associated mutual wishing to end its relation ship, should this happen, reimburses any balance which may have accumulated in account over the period of the reinsurance agreement. There is no need to list hereunder the amounts due by associated mutuals in this connection, since according to generally accounting principals an ongoing member status is presupposed. At the time the balance sheet is prepared, should the Company be aware of such a withdrawal by one of its associates, any potential receivables owed to MCR would appear on the asset side of the balance sheet.

Furthermore in accordance with the wishes of the Supervisory Authorities, the company is bound to guarantee that at the end of each annual period covered

le programme d'activité déposé par Monceau Générale Assurances pour obtenir ces agréments administratifs, soit de 2001 à 2005, Monceau Générale Assurances satisfera ses obligations réglementaires en matière de couverture des engagements techniques et de marge de solvabilité. Ces dispositions n'ont pas été mises en œuvre pour l'inventaire 2005. L'engagement pris par la société est à présent parvenu à son terme.

Enfin, l'admission de la Mutuelle Centrale de Réassurance au statut de mutuelle associé de Monceau Assurances, société de réassurance mutuelle, effective depuis 2001, est matérialisée par une convention de réassurance de durée décennale. Cette convention précise qu'en cas de résiliation, la Mutuelle Centrale de Réassurance doit rembourser, s'il est en faveur de Monceau Assurances, le solde cumulé du compte retraçant l'ensemble des opérations relevant de cette convention de réassurance. Il n'y a pas lieu d'inscrire au hors bilan les sommes qui seraient dues à Monceau Assurances par la société à ce titre, puisqu'il est fait application du principe comptable général de continuité de l'exploitation. Si à la date d'arrêté du bilan, la société avait renoncé à son statut d'associée de Monceau Assurances, elle n'aurait rien eu à régler à son réassureur.

by the Business Plan deposited by Monceau Générale Assurances to obtain its administrative license, namely from 2001 up to 2005, Monceau Générale Assurance will fulfil its statutory obligations in terms of matching its technical liabilities and solvency margin. Thanks to the good results achieved by MGA, this guarantee does not apply to 2005 operations. Furthermore, this commitment of MCR came to an end with 2005 financial year.

Lastly, the admission of MCR to the status of associated mutual of Monceau Assurances, mutual reinsurance company, effective since 2001, is formalised by means of a ten years reinsurance agreement. This agreement stipulates that in the event of cancellation, Mutuelle Centrale de Réassurance reimburses the accumulated balance if in favor of Monceau Assurances spanning all the operations relating to this reinsurance agreement. There is no need to list in off-balance sheet the amounts due to Monceau Assurances by the Company in that respect, since the general accounting principals of continuity concerning the associated mutuals' operations are applied. If at the date of the closing of the accounts, the Company had renounced its status of associate of Monceau Assurances, it would then have nothing to settle to its reinsurer.

4

Informations sur les postes du bilan

Notes to balance sheet

4.1

Actif Assets

4.1.1

Placements immobiliers Real estate investments

Montants bruts Gross amounts

Intitulé Category	Montant à l'ouverture	Acquisition Acquisitions	Cession Disposals	Montant à la clôture
Terrains Lands	253	-	-	253
Constructions Buildings	2 461	-	-	2 461
Sous-total Sub-total	2 714	-	-	2 714
Parts de sociétés immobilières non cotées Shares in unlisted Real estate companies	6 603	-	-	6 603
Versements restant à effectuer Unpaid capital	-466	-	-	-466
Sous-total Sub-total	6 137	-	-	6 137
TOTAL BRUT TOTAL	8 851	-	-	8 851

Montant des amortissements Depreciation amounts

Intitulé Category	Montant à l'ouverture	Acquisition Acquisitions	Cession Disposals	Montant à la clôture
Terrains Lands	-	-	-	-
Constructions Buildings	556	2	-	558
Sous-total Sub-total	556	2	-	558
Parts de sociétés immobilières non cotées Shares in unlisted Real estate companies	-	-	-	-
Versements restant à effectuer Unpaid capital	-	-	-	-
Sous-total Sub-total	-	-	-	-
TOTAL AMORTISSEMENTS/TOTAL	556	2	-	558

Montant nets Net amounts

Intitulé Category	Montant à l'ouverture	Montant à la clôture
Terrains Lands	253	253
Constructions Buildings	1 905	1 903
Sous-total Sub-total	2 158	2 156
Parts de sociétés immobilières non cotées Shares in unlisted Real estate companies	6 603	6 603
Versements restant à effectuer Unpaid capital	-466	-466
Sous-total Sub-total	6 137	6 137
TOTAL NET TOTAL	8 295	8 293

Placements dans les entreprises liées et dans les entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation

Investments in subsidiaries and affiliated companies

Valeurs brutes *Gross amounts*

Intitulé <i>Category</i>	Montant à l'ouverture <i>Opening amounts</i>	Acquisitions	Cessions <i>Disposals</i>	Montant à la clôture <i>Amounts at year end</i>
Actions et titres non cotés <i>Non-quoted equity investment and securities</i>	24 594	-	-	24 594
Prêts sociétés du groupe <i>Loans to group member companies</i>	-	-	-	-
Créances pour espèces déposées chez les cédantes <i>Funds held by ceding companies</i>	3 339	52	3 339	52
TOTAL	27 933	52	3 339	24 646

Provisions

Intitulé <i>Category</i>	Montant à l'ouverture <i>Opening amounts</i>	Dotations <i>Allocations</i>	Reprise <i>Recoveries</i>	Montant à la clôture <i>Amounts at year end</i>
Actions et titres non cotés <i>Non-quoted equity investment and securities</i>	-	-	-	-
Prêts sociétés du groupe <i>Loans to group member companies</i>	-	-	-	-
Créances pour espèces déposées chez les cédantes <i>Funds held by ceding companies</i>	4	-	4	-
TOTAL PROVISIONS TOTAL	4	-	4	-

Montants nets *Net amounts*

Intitulé <i>Category</i>	Montant à l'ouverture <i>Opening amounts</i>	Montant à la clôture <i>Amounts at year end</i>
Actions et titres non cotés <i>Non-quoted equity investment and securities</i>	24 594	24 594
Prêts sociétés du groupe <i>Loans to group member companies</i>	-	-
Créances pour espèces déposées chez les cédantes <i>Funds held by ceding companies</i>	3 339	52
TOTAL	27 933	24 646

Valeurs brutes au 31/12/2005 *Gross amount at December 31st, 2005*

Intitulé <i>Category</i>	Montant à l'ouverture <i>Opening amounts</i>	Acquisitions	Cessions <i>Disposals</i>	Montant à la clôture <i>Amounts at year end</i>
Actions et autres titres à revenus variables <i>Stocks and other variable income securities</i>	192 018	256 400	253 956	194 462
Obligations, TCN et autres titres à revenus fixes <i>Bonds, negotiable debt and other fixed-income securities</i>	93 983	189 976	146 437	137 522
Prêts <i>Loans</i>	43	-	8	35
Autres placements <i>Other investments</i>	6 512	7 676	7 771	6 417
Valeurs remises en nantissement <i>Pledged securities</i>	309 231	161 628	161 903	308 957
TOTAL BRUT	601 787	615 681	570 074	647 394

Provisions

Intitulé <i>Category</i>	Montant à l'ouverture <i>Opening amounts</i>		Mouvements		Montant à la clôture <i>Amounts at year end</i>	
	Amortissements <i>Amortization</i>	Provisions <i>Provisions</i>	Dotations <i>Allocation</i>	Reprises <i>Recoveries</i>	Amortissements <i>Amortization</i>	Provisions <i>Provisions</i>
Actions et autres titres à revenus variables <i>Stocks and other variable income securities</i>	1 728	-	-	1 080	-	649
Obligations, TCN et autres titres à revenus fixes <i>Bonds, negotiable debt and other fixed-income securities</i>	-	-	-	-	-	-
Prêts <i>Loans</i>	-	-	-	-	-	-
Autres placements <i>Other investments</i>	-	-	-	-	-	-
Valeurs remises en nantissement <i>Pledged securities</i>	-	-	-	-	-	-
TOTAL AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1 729	-	-	1 080	-	649

Montants nets *Net amounts*

Intitulé <i>Category</i>	Montant à l'ouverture <i>Opening amounts</i>	Montant à la clôture <i>Amounts at year end</i>
Actions et autres titres à revenus variables <i>Stocks and other variable income securities</i>	190 290	193 814
Obligations, TCN et autres titres à revenus fixes <i>Bonds, negotiable debt and other fixed-income securities</i>	93 983	137 522
Prêts <i>Loans</i>	43	35
Autres placements <i>Other investments</i>	6 512	6 417
Valeurs remises en nantissement <i>Pledged securities</i>	309 231	308 957
TOTAL NET	600 058	646 745

Libellé <i>Category</i>	Valeur brute <i>Gross book value</i>	Valeur nette <i>Net book value</i>	Valeur de réalisation <i>Market value</i>	Valeur nette 2004 <i>2004 Net book value</i>
1. Placements immobiliers <i>Real estate investments</i>				
- dans l'OCDE <i>OECD</i>	6 898	6 340	6 151	6 342
- hors OCDE <i>non-OECD</i>	1 953	1 953	1 953	1 953
2. Actions et autres titres à revenu variable autres que les parts d'OPCVM <i>Equity securities & other variable income securities, other than shares in UCITS</i>				
- dans l'OCDE <i>OECD</i>	32 262	32 262	35 500	32 262
- hors OCDE <i>non-OECD</i>	-	-	-	-
3. Parts d'OPCVM (autres que celles en 4) <i>Shares in UCITS (other than under 4)</i>				
- dans l'OCDE <i>OECD</i>	166 053	165 405	175 997	191 076
- hors OCDE <i>non-OECD</i>	-	-	-	-
4. Parts d'OPCVM à revenu fixe <i>Shares in UCITS exclusively invested in fixed-income securities</i>				
- dans l'OCDE <i>OECD</i>	20 741	20 741	22 136	21 544
- hors OCDE <i>non-OECD</i>	-	-	-	-
5. Obligations et autres titres à revenu fixe <i>Bonds & other fixed income securities</i>				
- dans l'OCDE <i>OECD</i>	135 783	133 597	138 325	90 917
- hors OCDE <i>non-OECD</i>	-	-	-	-
6. Prêts hypothécaires <i>Mortgage loans</i>				
- dans l'OCDE <i>OECD</i>	-	-	-	-
- hors OCDE <i>non-OECD</i>	-	-	-	-
7. Autres prêts et effets assimilés <i>Other loans and equivalent receivables</i>				
- dans l'OCDE <i>OECD</i>	35	35	35	43
- hors OCDE <i>non-OECD</i>	-	-	-	-
8. Dépôts auprès des entreprises cédantes <i>Cash deposit with ceding companies</i>				
- dans l'OCDE <i>OECD</i>	361 381	355 091	368 002	343 921
- hors OCDE <i>non-OECD</i>	38	38	38	37
9. Dépôts (autres que ceux visés au 8) et cautionnements en espèces <i>Cash deposit (other than under 8) & guarantees and other investments</i>				
- dans l'OCDE <i>OECD</i>	6 417	6 417	6 417	-
- hors OCDE <i>non-OECD</i>	-	-	-	-
10. Actifs représentatifs de contrats en UC <i>Assets used to secure unit-linked policies</i>				
- Placements immobiliers <i>- Real estate investments</i>	-	-	-	-
- Titres à revenu variable autres que des parts d'OPCVM <i>- Variable income securities, other than shares in UCITS</i>	-	-	-	-
- OPCVM détenant des titres à revenu fixe	-	-	-	-
- Autres OPCVM <i>- Other shares in UCITS</i>	-	-	-	-
- Obligations et autres titres à revenu fixe <i>- Bonds & other fixed income securities</i>	-	-	-	-
11. Total des lignes 1 à 10 <i>Total of categories 1-10</i>	731 561	721 878	754 553	688 095

Libellé Category	Valeur brute Gross book value	Valeur nette Net book value	Valeur de réalisation Market value	Valeur nette 2004 2004 Net book value
dont of which :				
- placements évalués selon l'article R 332-19 - Investments valued per Article R 332-19	365 377	356 905	370 742	349 895
- placements évalués selon l'article R 332-20 - Investments valued per Article R 332-20	366 184	364 973	383 811	338 200
- placements évalués selon l'article R 332-5 - Investments valued per Article R 332-5	-	-	-	-
dont, pour les entreprises visées à l'article L 310-1 of which, for companies subject to Article L 310-1 :				
- valeurs affectables à la représentation des provisions autres que celles visées ci-dessous - Investments appropriated to representation of technical reserves, other than these below	360 906	358 031	377 794	311 871
- valeurs garantissant les engagements envers les institutions de prévoyance	-	-	-	-
- valeurs déposées chez les cédants (dont valeurs déposées chez les cédants dont l'entreprise s'est portée caution solidaire) - Sums deposited with ceding companies	308 919	302 634	315 545	373 920
- valeurs affectées aux provisions techniques spéciales des autres affaires en France - Other appropriations or special technical French reserves	-	-	-	-
- autres affectations ou sans affectation - Other allocations or unallocated	61 735	61 214	61 214	2 304

Le tableau suivant présente le rapprochement entre l'état des placements ci-dessus et le montant des placements au bilan.

The following chart shows the reconciliation between the Investments above and the amount of Investments in the balance sheet.

	2004			2005		
	Valeur brute Gross book value	Valeur nette Net book value	Valeur de réalisation Market value	Valeur brute Gross book value	Valeur nette Net book value	Valeur de réalisation Market value
Montant des placements à l'actif du bilan Investments in the balance sheet assets	701 201	700 086	714 874	731 561	732 089	754 553
Amortissement de Surcote	-	-3 523	-	-	-3 527	-
Amortissement de Décote	-	15 514	-	-	13 738	-
Montant des placements dans l'état récapitulatif des placements Investments in the summary table of investments	701 201	688 095	714 874	731 561	721 878	754 553

4.1.4.2

Actifs affectables à la représentation des provisions techniques (autres que les placements et la part des réassureurs dans les provisions techniques)

Admitted securities (other than investments and reinsurers' share of underwriting reserves)

Néant Nil

4.1.4.3

Valeurs appartenant à des institutions de prévoyance

Funds belonging to provident societies

Néant Nil

4.1.4.4 Autres informations *Other informations*

- a) Montant des acomptes inclus dans la valeur des actifs inscrits au poste "Terrains et constructions"
Deposits included as part of assets listed under "real estate"

Néant *Nil*

- b) Droits réels et parts de sociétés immobilières ou foncières non cotées dans le poste "Terrains et constructions"
Share rights and interests in unquoted real estate and property management companies listed as real estate items

	Valeur brute <i>Gross book value</i>	Valeur nette <i>Net book value</i>	Valeur de réalisation <i>Market value</i>	Valeur nette 2004 2004 <i>Net book value</i>
Immeubles d'exploitation <i>Operating real estate</i>				
Droits réels <i>Real rights</i>	-	-	-	-
Part des sociétés immobilières ou foncières non cotées <i>Shares in unquoted real estate & property management companies</i>	-	-	-	-
Autres immobilisations <i>Other assets</i>				
Droits réels <i>Real rights</i>	2 714	2 156	2 156	2 158
Part des sociétés immobilières ou foncières non cotées <i>Shares in unquoted real estate & property management companies</i>	6 137	6 137	5 948	6 137
Total	8 851	8 293	8 104	8 295

- c) Solde non encore amorti ou non encore repris correspondant à la différence de remboursement des titres évalués conformément à l'article R 332-19
Balance of the difference between redemption value and purchase price for nonamortized or unredeemed securities subject to article R 332-19

	Montant au 31/12/2004	Montant au 31/12/2005
Valeur de remboursement <i>Redemption value</i>	340 462	331 716
Valeur nette <i>Net book value</i>	349 895	356 905
SOLDE NON AMORTI <i>Balance for nonamortized securities</i>	-9 434	-25 190

4.1.5 Créances au 31 décembre 2005 Account receivable at December 31st, 2005

	Montant au <i>Amounts at</i> 31/12/2004	Montant au <i>Amounts at</i> 31/12/2005	dont créances <1 An <i>incl. receivables</i> <1 year	dont créances >1 An <i>incl. receivables</i> >1 year
Primes à émettre <i>Pending premiums</i>	-1	-	-	-
Autres créances nées d'opérations d'assurance directe <i>Other direct insurance receivables</i>	25	8	8	-
Créances nées d'opérations de réassurance <i>Receivables due from reinsurance operations</i>	43 510	43 201	43 201	-
Autres créances <i>Other receivables</i>	2 024	1 089	1 089	-
TOTAL	45 558	44 298	44 298	-

Libellé <i>Category</i>	Montant au 31/12/2004	Montant au 31/12/2005
Intérêts courus non échus <i>Interest earned</i>	8 933	9 327
Intérêts à recevoir <i>Deferred acquisition costs</i>	-	-
Différences sur les prix de remboursement <i>Difference in redemption values</i>	3 523	3 527
Autres <i>Others</i>	20 070	17 289
TOTAL COMPTE DE REGULARISATION - ACTIF <i>ACCRUALS-ASSETS</i>	32 526	30 144

Nom et activité <i>Name and activity</i>	Forme juridique <i>Legal form</i>	Pourcentage de détention <i>Shareholding %</i>	Valeur comptable <i>Account value</i>	Capitaux propres à la clôture <i>Statutory surplus</i>	Chiffre d'affaires <i>Premium income</i>	Résultat <i>Net result</i>	Dividendes encaissés <i>Received dividend</i>	Compte courant <i>Current account</i>	Prêt <i>Loans</i>
Filiales (50 % au moins du capital est détenu par la société) <i>Subsidiaries</i> (50 % - owned companies, or more)									
Monceau Générale Assurances 1, av. des Cités Unies d'Europe 41000 Vendôme Assurance non vie	Société anonyme <i>Stock company</i>	100 %	15 200	19 722	83 600	786	-	-5 317 (créditeur)	-
S.C.I. Le G (ex Investipierre) 58, rue du Général Ferrié 38000 Grenoble Immobilier	Société Civile Foncière <i>Real estate company</i>	99,00%	180	-537	58	-127	-	1 659 (débitteur)	-
COCOMA Hôtel Sofitel - 01 BP 2185 Abidjan (Côte d'Ivoire) Immobilier	Société Civile Foncière <i>Real estate company</i>	50,09%	1 953	2 095	414	146	155	63 (débitteur)	-
Participations (10 à 50 % du capital est détenu par la société) <i>Interests</i> (10 to 50 % - owned companies)									
Service en Assurance, Réassurance et Prévoyance (S.A.R.P) 36, rue de Saint-Petersbourg 75008 Paris Conseil en actuariat, communication et gestion financière	Société anonyme simplifiée <i>Stock company</i>	49,98%	228	1 146	4 601	712	300	199 (débitteur)	-
Monceau Retraite & Épargne (MR&E) 65, rue de Monceau 75008 Paris Assurance vie	Société anonyme <i>Stock company</i>	49,88%	7 482	21 126	16 527	915	-	-453 (créditeur)	-
Société Civile Foncière Centrale Monceau (S.C.F.C.M.) 65, rue de Monceau 75008 Paris Immobilier	Société Civile Particulière <i>Non-trading company</i>	40,00%	8 211	18 737	10	313	-	-	-

4.2 Éléments du passif *Liabilities*

4.2.1 Capitaux propres *Surplus*

Libellé <i>Heading</i>	Montant au <i>Amount at</i> 31/12/2004	Augmentation <i>Increase</i>	Diminution <i>Decrease</i>	Montant au <i>Amount At</i> 31/12/2005
Fonds d'établissement et fonds social complémentaire <i>Establishment fund & additional fund</i>	41 137	-	-	41 137
Réserve complémentaire fonds d'établissement <i>Additional reserve for establishment fund</i>	-	-	-	-
Réserve de réévaluation <i>Revaluation reserve</i>	442	-	-	442
Autres réserves <i>Other reserves</i>	46 547	36 785	24 773	58 559
Réserve de capitalisation <i>Capitalization reserve</i>	78 551	5 313	-	83 864
Réserve de solvabilité <i>Contingency reserve</i>	10 671	-	-	10 671
Sous-total <i>Sub-total</i>	177 348	42 098	24 773	194 673
Report à nouveau <i>Retained earnings</i>	-2 589	16 141	13 003	549
Résultat de l'exercice <i>Result for the year</i>	15 138	28 232	15 138	28 232
TOTAL	189 897	86 471	52 914	223 455

Les mouvements enregistrés sur les différents postes de capitaux propres ont pour origine :

- la dotation de l'exercice à la réserve de capitalisation pour 5.313 k€ ;
- la formation du résultat de 2005 soit 28.232 k€ ;
- l'application de la décision prise par l'assemblée générale du 25 juin 2005 d'affecter le résultat de l'exercice 2004 pour 12.000 k€ à la réserve pour éventualités diverses et le solde de 3.188 k€ au report à nouveau.

The transfers recorded under various Policyholders' Surplus items listed have been caused by:

- *the allowance to the Capitalization Reserve, currently € 5.313 thousand ;*
- *the formation of the net profit accounted for in 2005, namely €28.232 thousand;*
- *the implementation of the decision taken at the General Meeting of June 25th 2005 to allocate the net profit made in 2004 € 12,000 thousand to other reserves and € 3.188 thousand to retained earning.*

4.2.2 Passifs subordonnés *Subordinate capital*

Néant *Nil*

4.2.3 Provisions pour risques en cours *Loss reserves*

Néant *Nil*

Evolution au cours des trois derniers exercices des règlements de sinistres acceptations effectués depuis l'exercice de survenance et de la provision pour sinistres à régler

Three-year loss development statistics by year of occurrence on assumed reinsurance, on an incurred to earned basis

Année d'inventaire <i>Year of account</i>	Année de survenance <i>Year of occurrence</i>			
	2000	2001	2002	2003
Exercice 2003				
Règlements <i>Payments</i>	120 486	112 835	90 116	42 362
Provisions <i>O/S reserves</i>	39 664	49 780	61 698	111 248
Total charge de sinistres <i>Total incurred claims</i>	160 149	162 615	151 814	153 610
Primes Acquisées <i>Earned premiums</i>	199 207	206 200	195 775	205 717
Ratio S/P <i>L/R %</i>	80,39%	78,86%	77,54%	74,67%

Année d'inventaire <i>Year of account</i>	Année de survenance <i>Year of occurrence</i>				
	2000	2001	2002	2003	2004
Exercice 2004					
Règlements <i>Payments</i>	127 417	120 425	109 338	102 836	40 891
Provisions <i>O/S reserves</i>	31 315	39 203	43 628	55 796	103 643
Total charge de sinistres <i>Total incurred claims</i>	158 732	159 628	152 966	158 632	144 534
Primes Acquisées <i>Earned premiums</i>	199 864	206 076	204 457	223 228	203 415
Ratio S/P <i>L/R %</i>	79,42%	77,46%	74,82%	71,06%	71,05%

Année d'inventaire <i>Year of account</i>	Année de survenance <i>Year of occurrence</i>					
	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Exercice 2005						
Règlements <i>Payments</i>	134 074	126 533	118 927	116 968	93 714	43 705
Provisions <i>O/S reserves</i>	24 359	32 106	30 570	40 287	55 999	99 551
Total charge de sinistres <i>Total incurred claims</i>	158 433	158 639	149 497	157 254	149 713	143 257
Primes Acquisées <i>Earned premiums</i>	200 100	206 535	206 353	227 182	218 797	208 430
Ratio S/P <i>L/R %</i>	79,18%	76,81%	72,45%	69,22%	68,43%	68,73%

Libellé <i>Heading</i>	2005			2004
	Montant brut <i>Gross amount</i>	Montant réassuré <i>Reinsured amount</i>	Montant net <i>Net amount</i>	Montant net <i>Net amount</i>
Provision pour sinistres à payer à l'ouverture <i>Claims reserves opening amount</i>	556 159	27 309	528 850	552 148
Règlements sur antérieur pendant l'exercice <i>Payments belonging to previous year account</i>	121 043	1 179	119 864	122 500
Provision pour sinistres à la clôture <i>Claims reserves at year end</i>	444 490	33 127	411 363	421 231
Boni (+) / Mali (-) sur antérieur <i>Gains (+) / Losses (-) on previous claims</i>	-9 373	-6 997	-2 376	8 417

4.2.5

Reprise de provision pour risque d'exigibilité

Néant *Nil*

4.2.6

Provisions pour risques et charges *Contingent liability reserves*

Libellé <i>Heading</i>	Montant au 31/12/2004	Montant au 31/12/2005
Provision pour litiges <i>Provisions for legal expenses</i>	55	9
Autres provisions pour risques <i>Other contingent liability reserves</i>	30	-
TOTAL	85	9

4.2.7

Dettes *Liabilities*

	Montant au <i>Amount at</i> 31/12/2004	Montant au <i>Amount at</i> 31/12/2005	dont dettes <1 an <i>incl. liabilities</i> <i><1 year</i>	dont dettes >1 an <i>incl. liabilities</i> <i>>1 year</i>
Dettes pour dépôt en espèces reçus des cessionnaires <i>Liabilities for cash deposits received from retrocessionnaires</i>	1 988	2 891	2 891	-
Dettes nées d'opérations d'assurance directe <i>Liabilities from direct insurance operations</i>	-	1	1	-
Dettes nées d'opérations de réassurance <i>Liabilities from reinsurance operations</i>	34 266	23 155	23 155	-
Dettes envers les établissements de crédits <i>Liabilities to credit companies</i>	-	-	-	-
Autres dettes <i>Other liabilities</i>	13 344	14 101	14 101	-
Total	49 598	40 149	40 149	-

4.2.8

Compte de régularisation-passif *Accruals*

Libellé <i>Heading</i>	Montant au <i>Amount at</i> 31/12/2004	Montant au <i>Amount at</i> 31/12/2005
Intérêts courus non échus	-	-
Intérêts à recevoir	-	-
Frais d'acquisition reportés	-	-
Amortissement des différences sur les prix de remboursement	15 514	13 738
Charges constatées d'avance	-	-
Autres <i>Others</i>	4 250	4 140
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION - PASSIF TOTAL	19 764	17 878

4.3

Actifs et passifs en devises *Assets and liabilities*

Pays <i>Country</i>	Devise <i>Currency</i>	Contre-valeur <i>Exchange value</i>		Composition par devise <i>In foreign currency</i>	
		Actif <i>Assets</i>	Passif <i>Liabilities</i>	Actif <i>Assets</i>	Passif <i>Liabilities</i>
Zone Euro <i>Euro zone</i>		807 518	786 150	815 809 534	794 442 416
Danemark <i>Denmark</i>	DKK	98	781	732 912	5 825 964
Royaume-Uni <i>U.K.</i>	GBP	5 691	2 013	3 900 193	1 379 561
Suède <i>Sweden</i>	SEK	82	914	770 262	8 535 355
Autres <i>Others</i>		5 872	3 708	5 403 367	15 740 880
1/ Total zone européenne <i>Total E.E.C</i>		813 389	789 859		
Canada <i>Canada</i>	CAD	14 754	7 905	20 250 045	10 849 600
Suisse <i>Switzerland</i>	CHF	1 522	1 277	2 366 851	1 985 549
Maroc <i>Morocco</i>	MAD	5 976	5 536	65 409 197	60 585 855
Tunisie <i>Tunisia</i>	TND	1 524	1 694	2 452 651	2 725 459
Etats-Unis <i>U.S.A.</i>	USD	25 710	26 454	30 329 827	31 207 372
Divers <i>Miscellaneous</i>		4 528	6 447		
2/ Total hors Union Européenne <i>Total out of E.E.C.</i>		54 014	49 312		
TOTAL BRUT		867 403	839 171		

4.4

Produits à recevoir / charges à payer *Receivable Income / Expenses due*

Charges à payer / <i>Expenses due</i>	2004	2005
Personnel <i>Employees</i> :		
Dettes provisionnées pour congés à payer <i>Paid holidays</i>	-	-
Dettes provisionnées pour participation des salariés aux résultats <i>Employee profit sharing</i>	170	300
Autres charges à payer <i>Other expenses due to employees</i>	-	-
Organismes sociaux <i>Social bodies</i> :		
Charges sociales sur congés payés <i>Employer's contribution on paid holidays</i>	-	-
Autres charges à payer <i>Other expenses due to social bodies</i>	15	15
État <i>State</i> :		
Charges sociales sur congés payés <i>Taxes on paid holidays</i>	-	-
Autres charges à payer <i>Other taxes due</i>	-	-
Autres charges à payer <i>Miscellaneous expenses due</i>	80	83
TOTAL	265	398
Produits à percevoir / <i>Receivable income</i>	2004	2005
Personnel <i>Employees</i>	-	-
Organismes sociaux <i>Social bodies</i>	-	-
État <i>State</i>	-	-
Autres produits à recevoir <i>Other receivable income</i>	-	-
TOTAL	-	-

4.5

Hors bilan *Off balance sheet Items*

Engagements donnés <i>Off-balance sheet liabilities</i>	Montant au Amount at 31/12/2004	Montant au Amount at 31/12/2005
Avals, cautions et garanties de crédit donnés <i>Endorsements, surety bonds and guarantees given</i>	1 903	2 755
Autres engagements sur titres, actifs ou revenus <i>Other commitments on securities, assets or income</i>	309 231	308 957
Autres engagements donnés <i>Other commitments</i>	-	220
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES TOTAL OFF-BALANCE SHEET LIABILITIES	311 134	311 932

Engagements reçus en nantissement <i>Off-balance sheet assets in pledge</i>	Montant au Amount at 31/12/2004	Montant au Amount at 31/12/2005
Valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et rétrocessionnaires <i>Securities received in pledge from reinsurers and retrocessionnaires</i>	17 470	27 041
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS TOTAL OFF-BALANCE SHEET ASSETS	17 470	27 041

5

Notes sur les postes du compte de résultats

Notes on income statements items

5.1

Résultat technique *Technical result*

	Affaires directes <i>Direct business</i>	Acceptations (39) <i>Assumed reinsurance</i>
Primes acquises <i>Earned premiums</i>	234	231 016
Primes <i>Premiums</i>	216	232 099
Variation de primes non acquises <i>Changes in unearned premium reserve</i>	-18	1 083
Charges de prestations <i>Claim costs</i>	3 352	157 183
Prestations et frais payés <i>Claims and expenses paid</i>	6 507	159 876
Variation des provisions pour prestations <i>Changes in O/S claims reserve</i>	-3 155	-2 693
Solde de souscription <i>Non-life underwriting result</i>	-3 118	73 833
Frais d'acquisition <i>Acquisition expenses</i>	65	59 286
Autres charges de gestion nettes <i>Other net administrative expenses</i>	-	4 114
Charges d'acquisition et de gestion nettes <i>Net acquisition & administrative expenses</i>	65	63 401
Produits nets des placements <i>Net investment income</i>	3 431	30 342
Participation aux résultats <i>Bonus to policyholders</i>	-	-
Solde financier/Financial results	3 431	30 342

	Affaires directes <i>Direct business</i>	Acceptations (39) <i>Assumed reinsurance</i>
Part des réassureurs dans les primes acquises <i>Reinsurer's share in earned premium</i>	1	17 103
Part des réassureurs dans les prestations payées <i>Reinsurer's share in claims paid</i>	259	2 484
Part des réassureurs dans les charges de provision pour prestations <i>Reinsurer's share in claims reserves</i>	-132	9 145
Part des réassureurs dans la participation aux résultats <i>Reinsurer's share in bonus to policyholders</i>	-	-
Commissions reçues des réassureurs <i>Commission received from reinsurers</i>	-	745
Solde de réassurance <i>Reinsurance result</i>	125	-4 729
Résultat technique <i>Net income</i>	374	36 045
Hors compte <i>Off-account items</i>		
Provisions pour primes non acquises à la clôture <i>Reserves for unearned premiums (end)</i>	-	15 620
Provisions pour primes non acquises à l'ouverture <i>Reserves for unearned premium (beginning)</i>	18	14 537
Provisions pour sinistres à payer à la clôture <i>Outstanding loss reserves (end)</i>	38 628	505 413
Provisions pour sinistres à payer à l'ouverture <i>Outstanding loss reserves (beginning)</i>	43 900	512 259
Autres provisions techniques à la clôture <i>Other technical reserves (end)</i>	16 705	9 545
Autres provisions techniques à l'ouverture <i>Other technical reserves (beginning)</i>	14 587	5 392

5.2 Règle d'allocation des produits financiers *Investment income : allocation rules*

Un montant de 33 773 k€ a été transféré du compte non technique au compte technique, après calcul prenant en compte les provisions techniques nettes de réassurance et les capitaux propres.

The New French-GAAP having instituted allocation rules for the net investment income, € 33.773 thousand have been transferred from the profit and loss account to the non-life account, taking into account surplus and technical provisions, net of reinsurance.

Ventilation des produits et charges de placement

Breakdown of the investment proceeds and costs

Nature des charges <i>Category</i>	Montant <i>Amount</i>
Intérêts sur dépôts en espèces des réassureurs	42
Frais externes de gestion <i>External expenses</i>	79
Frais internes <i>Internal expenses</i>	53
Frais de gestion des placements et intérêts financiers <i>Investment management and financial proceeds</i>	174
Amortissement des différences de prix de remboursement <i>Amortization of differences in the redemption of securities</i>	2 377
Amortissement des placements <i>Investments amortization</i>	2
Dotation à la provision pour dépréciation à caractère durable <i>Charge to provisions for impairment</i>	-
Autres charges des placements <i>Other investment expenses</i>	2 379
Moins values réalisées <i>Losses on disposals</i>	9 145
Perte de change	129
Pertes provenant de la réalisation des placements <i>Realized capital losses</i>	9 275
TOTAL CHARGES DES PLACEMENTS <i>TOTAL PROCEEDS AND COSTS</i>	11 828
Nature des charges <i>Category</i>	Montant <i>Amount</i>
Placements immobiliers <i>Real estate investments</i>	222
Autres placements - Entreprises liées <i>Other investments in related companies</i>	-
Autres placements - Autres <i>Other investments - Others</i>	20 882
Revenus des placements <i>Revenues from investments</i>	21 105
Produits de différences sur les prix de remboursement à percevoir <i>Resulting difference to be received upon redemption of securities</i>	4 157
Reprise sur provision pour dépréciation à caractère durable <i>Release of provisions for impairment</i>	1 080
Intérêts <i>Interests</i>	1
Autres produits de placements <i>Other revenues from investments</i>	5 238
Plus values sur réalisation de placements immobiliers <i>Capital gains on real estate disposals</i>	-
Plus values sur réalisation de placements <i>Capital gains on disposals</i>	25 842
Profit de change	815
Profits provenant de la réalisation de placements <i>Realized capital gains</i>	26 656
TOTAL PRODUITS DES PLACEMENTS <i>TOTAL INVESTMENT INCOME</i>	52 999
NET	41 171

5.4

Charges par destination *Allocation of expenses by activity*

Nature <i>Category</i>	Sinistres <i>Claims</i>	Acquisition <i>Acquisition</i>	Administration <i>Administration</i>	Placements <i>Investments</i>	TOTAL
Charges externes <i>External expenses</i>	273	948	282	79	1 582
Charges internes <i>Internal expenses</i>	593	1 591	707	53	2 945
Dotations aux amortissements et aux provisions <i>Allocation to amortization and provisions</i>	6	22	11	2	41
Autres <i>Others</i>	158	1	-	-	160
TOTAL	1 030	2 563	1 000	134	4 728

5.5

Charges de personnel *Salaries and fringe benefits*

	2004	2005
Salaires <i>Salaries</i>	883	761
Pensions et retraites <i>Pensions and retirement</i>	-	-
Charges sociales <i>Social Security contributions</i>	439	384
Autres <i>Others</i>	8	1
TOTAL	1 330	1 146

5.6

Produits et charges exceptionnels et non techniques
Exceptional and non-underwriting gains and expenses

	2005
Produits exceptionnels <i>Exceptional gains</i> :	
Autres produits exceptionnels <i>Other exceptional gains</i>	6
Produits sur exercices antérieurs <i>Prior year's profit</i>	720
Variation des provisions pour charges exceptionnelles	45
Total	772
Charges exceptionnelles <i>Exceptional expenses</i> :	
Autres pertes exceptionnelles <i>Other exceptional losses</i>	15
Pertes sur exercices antérieurs <i>Losses from prior year's</i>	1 002
Variation des provisions pour charges exceptionnelles	-
Total	1 016
RESULTAT EXCEPTIONNEL <i>EXCEPTIONAL RESULT</i>	-245

	2004	2005
Primes émises en France <i>Written premiums from France</i>	230 231	232 315
Primes émises en UE <i>Written premiums from E.U.</i>	-	-
Primes émises hors UE <i>Written premiums out of E.U.</i>	-	-
TOTAL	230 231	232 315

Autres informations *Other information***Effectif présent à la clôture de l'exercice***Average number of employees at December 31th, 2005*

À la clôture, l'effectif de la MCR était de 7 personnes.

At the end of the financial year, MCR employed 7 persons.

Indemnités versées aux administrateurs *Directors fees*

Au cours de l'exercice 2005,

- 11 312,39 € ont été alloués aux administrateurs au titre d'indemnités de temps passé,
- 41 382,93 € ont été remboursés sur justificatifs aux administrateurs au titre des frais exposés par eux.

During the accounting year 2005,

- *11 312,39 euros were allocated to directors under attendance fees,*
- *41 382,93 euros were reimbursed to directors upon justification of their expenses.*

Combinaison des comptes *Consolidation of accounts*

En application de l'article R 345-12 du Code des assurances, le conseil d'administration de la Mutuelle Centrale de Réassurance a désigné la société de réassurance mutuelle Monceau Assurances mutuelles associées pour combiner les comptes sociaux de l'entreprise.

In accordance with article R 345-12 of the Insurance Code, and resulting from a board decision of Mutuelle Centrale de Réassurance, the accounts for our mutual reinsurance company, commensurate with all the associated mutuals of Monceau Assurances, will be combined with those of Monceau Assurances mutuelles associées.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 21 JUIN 2006

RÉSOLUTIONS

Première résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2005, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports, et donne, pour cet exercice, quitus de leur gestion aux membres du Conseil d'Administration.

Résolution adoptée à l'unanimité

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports spéciaux du Commissaire aux Comptes, donne acte au Conseil d'Administration qu'il lui a été rendu compte des opérations visées à l'article R.322-57 du Code des Assurances, effectuées au cours de l'exercice 2005 et approuve le contenu de ces conventions.

Résolution adoptée à l'unanimité

Troisième résolution

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter l'excédent de l'exercice, soit 28.232.132,31 euros comme suit :

- 28.000.000,00 euros à la réserve pour éventualités diverses ;
- le solde, soit 232.132,31 euros au compte « Report à nouveau » portant ainsi son montant à 781.346,61 euros.

Résolution adoptée à l'unanimité

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale prend acte qu'au cours de l'exercice 2005, 11.312,39 euros ont été alloués aux administrateurs au titre d'indemnités de temps passé et approuve ce montant.

Résolution adoptée à l'unanimité

Cinquième résolution

A compter du 1er janvier 2006, l'Assemblée Générale fixe à 300 euros par séance l'indemnité de temps passé pouvant être allouée à chaque administrateur.

Résolution adoptée à l'unanimité

Sixième résolution

L'Assemblée Générale prend acte qu'au cours de l'exercice 2005, 41.382,93 euros ont été remboursés sur justificatifs aux administrateurs au titre des frais exposés par eux.

Résolution adoptée à l'unanimité

Septième résolution

L'Assemblée Générale nomme pour une durée de six ans, en qualité d'administrateur, la Mutuelle d'Assurance de l'Artisanat et des Transports (MAT). Son mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2011.

Résolution adoptée à l'unanimité

Huitième résolution

L'Assemblée Générale, à l'invitation de la Mutualité Agricole du Maroc et de son Président M. Yacoubi Soussane, décide de tenir l'Assemblée Générale de 2007, année qui marquera le centième anniversaire de la création de la Caisse Centrale de la Mutualité Agricole d'Afrique du Nord, devenue Mutuelle Centrale de Réassurance, à Fès au Maroc.

Elle donne, en tant que de besoin, tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour organiser cette assemblée en conséquence.

Résolution adoptée à l'unanimité

Neuvième résolution

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un extrait ou d'une copie des présentes pour effectuer les formalités prescrites par la loi.

Résolution adoptée à l'unanimité





mutuelles associées
Monceau
Assurances

1 + 1 + 1 font plus en commun

Mutuelle Centrale de Réassurance

Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
Entreprise régie par le Code des assurances

Siège social : 65, rue de Monceau - 75008 Paris

Siège administratif : 36, rue de Saint-Pétersbourg - B.P. 677 - 75367 Paris cedex 08

Tél. : 01 49 95 79 79 - Fax : 01 40 16 43 21

www.monceauassurances.com